

TRUMP, MACRON, ROUHANI : UNE TRIANGULATION IMPOSSIBLE ?

Le document sur l'Iran, écrit par François Nicoullaud, ancien ambassadeur dans ce pays, nous rappelle en creux une fois encore que l'on ne fait pas de diplomatie en ignorant l'histoire de ses partenaires, et que le "en même temps" amène à tenir des positions contradictoires intenables : on ne peut pas faire plaisir "en même temps" à l'AS et à l'Iran!

D'où la nécessité de toujours garder ses distances et de se montrer équilibré et mesuré dans les négociations... et, in fine, de voir où sont les intérêts de la France.

Quant à elle, la série d'articles sur les EU au M-O constitue un travail universitaire très intéressant dans la mesure où il présente une synthèse de la politique américaine au M-O depuis 80 ans, présidence Obama incluse.

Chacun demeure maître de ses interprétations. Mais c'est l'enchaînement des faits qui compte, car les faits ont la tête dure et s'inscrivent, une fois encore, dans la mémoire collective des peuples.

Avec l'AS et l'Iran, les États-Unis sont bien l'une des trois principales puissances du M-O !

mardi 12 juin 2018

Rude école pour Emmanuel Macron que la gestion du dossier iranien. Il y découvre toutes les chausse-trappes de la diplomatie dans le paysage tourmenté du Moyen-Orient. En septembre dernier, à l'Assemblée générale des Nations-Unies, il avait présenté, en un hymne au multilatéralisme, sa vision alternative à la ligne de Donald Trump, qui, la veille, à la même tribune, avait décrit l'accord nucléaire de Vienne comme « l'un des pires et plus biaisés » jamais conclus par les États-Unis. Le Président français propose alors au contraire de le protéger, tout en évoquant la nécessité de trouver des solutions à l'expiration dans le temps de ses principales dispositions, ainsi qu'aux menaces soulevées par l'activité balistique iranienne.

Sauver l'accord de Vienne

Puis, à la mi-octobre, quand Donald Trump « décertifie » l'accord de Vienne, geste présenté comme un premier pas vers un retrait des États-Unis, Emmanuel Macron, au cours d'une conversation avec le Président iranien, Hassan Rouhani, confirme à nouveau l'attachement de la France à l'accord. Il fait aussi état de la nécessité de « dialogue » et de « progrès » sur le programme balistique iranien et les questions de sécurité régionale. Il annonce la prochaine visite à Téhéran de son ministre des affaires étrangères pour évoquer ces sujets. Le service de presse de l'Élysée précise enfin qu'« un déplacement en Iran du président français, à l'invitation du président Rouhani, a été envisagé ». Cette information – ce serait la première visite d'un dirigeant occidental majeur sous la République islamique -- soulève alors beaucoup d'attentes.

En novembre, le Président français, au cours d'une conférence de presse à Dubaï avant de se rendre à Riyadh pour y faire connaissance du Prince héritier, Mohammed ben Salman et tenter de régler le cas Hariri, défend fermement la relation franco-iranienne, réaffirme son attachement à l'accord de Vienne, mais souligne la nécessité de le compléter « avec deux piliers, une négociation sur l'activité balistique de l'Iran, avec des sanctions si besoin, et une discussion stratégique encadrant l'hégémonie iranienne dans toute la région ». Le glissement sémantique perceptible dans l'usage des mots « négociation », « sanctions », « hégémonie », provoque un sursaut à Téhéran, où l'on considère ces sujets comme non-négociables. Le ton tend à s'aigrir. Si les propos officiels restent mesurés, il n'en est pas de même dans les milieux d'opposition au Président Rouhani, d'autant que quelques jours plus tard, Emmanuel Macron invite publiquement l'Iran à adopter « une position moins agressive au Proche-Orient ». Le dialogue se poursuit mais les propos à l'emporte-pièce commencent à voler. En décembre, Jean-Yves Le Drian, ministre des affaires étrangères, lance dans une émission télévisée : « La présence iranienne et la volonté

iranienne de faire un axe de la Méditerranée à Téhéran, non ! ». Quelques jours plus tard, Ali Akbar Velayati, conseiller diplomatique du Guide suprême, confie à une agence de presse : « Si la France veut conserver sa crédibilité internationale, elle ne devrait pas suivre aveuglément les Américains... le Président français se comporte en ce moment comme le caniche de Donald Trump ».

Glissement vers le bas de la relation

Malgré ces échanges peu amènes, la visite de Jean-Yves Le Drian à Téhéran pour évaluer l'opportunité d'une visite du Président est maintenue. Il s'y rend en mars mais se heurte à un mur dès qu'il évoque la possibilité d'une négociation sur le balistique ou le rôle de l'Iran dans la région. Il est symptomatique qu'Ali Shamkani, secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale, le reçoive en grand uniforme d'amiral (un an avant, il était en civil pour recevoir son prédécesseur Jean-Marc Ayrault). Le ministre français conclut sobrement qu'il y a « encore beaucoup de travail à faire ». L'on ne parle plus d'une visite du Président.

A la mi-avril, la relation se dégrade encore avec les frappes françaises en Syrie, aux côtés des Américains et des Britanniques, pour punir – plutôt symboliquement – Bachar el Assad de son dernier usage de l'arme chimique. Le Guide suprême, Ali Khamenei, accuse les dirigeants des trois nations d'avoir commis un crime majeur. Même si les canaux de communication sont maintenus, la relation touche un point bas.

Convaincre Trump de rester dans l'accord

Les choses se passent-elles mieux du côté de Donald Trump ? Fin 2017, début 2018, les Européens se sont affairés pour définir avec les Américains les mesures qui pourraient être prises pour les convaincre de demeurer dans l'accord de Vienne. Les trois pays parties à l'accord, Allemagne, France et Grande-Bretagne, poussent l'Union européenne à la prise de nouvelles sanctions contre l'Iran, mais peinent à convaincre leurs partenaires. Emmanuel Macron, pour sa part, confiant dans la relation personnelle qu'il a tissée avec Donald Trump, se rend fin avril à Washington avec l'espoir de l'amener à revenir sur son intention de quitter l'accord. Il va loin dans sa direction en évoquant un processus fondé sur « quatre piliers » : renforcement de l'accord actuel, prolongation de ses dispositions dans le temps, « endiguement de l'influence militaire » de l'Iran dans sa région, « surveillance de son activité balistique ». Mais rien n'y fait, le 8 mai, Donald Trump sort de l'accord.

D'une séquence à l'autre

Quelles leçons tirer de tous ces efforts ? Après coup, il est aisé d'expliquer pourquoi ils n'avaient aucune chance d'aboutir. Mais Trump aurait pu retarder une fois de plus son choix, ou encore assortir le retrait américain d'atténuation de ses effets sur les entreprises européennes. Ceci aurait alors été salué comme une victoire de la diplomatie française. Finalement, les positions des antagonistes se sont révélées irréconciliables. Côté iranien, il était inutile d'espérer convaincre la République islamique de modifier l'accord de Vienne ou de négocier un élément crucial de souveraineté et de défense nationale comme son programme balistique. L'évocation de possibles sanctions pour la faire céder a fait le reste. Un regard sur l'histoire de ce pays, sur la façon dont il se crispe sous la pression, aurait évité de se nourrir d'illusions. Côté États-Unis, l'affaire a révélé ce qui n'était pas forcément concevable au départ, à savoir la haine viscérale de Donald Trump à l'égard d'Obama, le menant à effacer, quel qu'en soit le prix, les traces de son prédécesseur dans l'histoire : l'« Obamacare », l'accord avec l'Iran.

Cette séquence close, s'en ouvre une autre au moins aussi difficile, présentant une équation à trois lourdes inconnues : comment éviter une guerre commerciale avec les États-Unis, tout en maintenant l'Iran dans l'accord nucléaire par suffisamment de commerce et d'investissement, sans mettre en péril l'unité européenne ? Que l'on parle en cette affaire de l'isolement de l'Amérique

rappelle la célèbre manchette du Times (d'ailleurs apocryphe) : « Brouillard sur la Manche, le continent isolé ». En cette affaire, hélas, l'Europe, pour le moment, semble plus perdue dans le brouillard que l'Amérique de Trump. Elle a certes réactivé une directive de 1996 censée bloquer en Europe les sanctions américaines, et envisage de recourir à l'arbitrage de l'Organisation mondiale du commerce. Mais la première décision ne vaut que pour les entreprises n'ayant pas d'exposition aux États-Unis, ce qui les soumet de fait à la loi américaine, et la deuxième ne produira ses effets qu'à l'issue d'une longue procédure, si elle aboutit jamais.

Négociier, négociier sans cesse

Il faut bien revenir à la diplomatie. « Le dialogue, encore et toujours. Échanger, tenter de convaincre, sans cesse, pour défendre les intérêts des Français et aussi de tous ceux qui croient que le monde ne se construit qu'ensemble » vient de nous dire Emmanuel Macron à la veille de la réunion du G7. Il a sans doute conscience de faire écho à un illustre prédécesseur, rien moins que le Cardinal de Richelieu, qui écrivait dans son testament politique (il aurait tweeté aujourd'hui) : « négociier sans cesse, ouvertement ou secrètement, en tous lieux, encore même qu'on n'en reçoive pas un fruit présent et que celui que l'on peut en attendre à l'avenir ne soit pas apparent, est chose du tout nécessaire pour le bien des Etats ». C'est bien la situation dans laquelle l'on se trouve aujourd'hui.

Rendre son sens à une visite du Président français à Téhéran

Au sortir de ces généralités, de quelles cartes dispose notre Président pour espérer débloquer la relation de l'Europe, donc de la France, avec l'Iran ? Pas plus qu'un deux de trèfle sur le rôle de l'Iran dans la région, mais là, le temps va peut-être faire son œuvre pour réduire les ambitions de Téhéran. Ses positions en Irak, en Syrie, commencent à donner des signes de fragilité. Et rien n'empêche, au contraire, d'aller dans le sens du discours du ministre iranien des Affaires étrangères quand il prêche pour un dialogue multiforme appelé à déboucher sur « un pacte régional de non-agression ».

Sur le dossier balistique iranien, plutôt que d'appeler simultanément à des négociations et à des sanctions, ce qui répète les erreurs des négociations passées et ne conduit évidemment à rien, mieux vaut, là encore, encourager au multilatéralisme. L'Iran, sur cette question de souveraineté, ne fera de concessions que mutuelles.

Sur le nucléaire enfin, pour tenter de conserver les Iraniens dans l'accord, la France peut d'abord, dans le cadre européen, contribuer à mettre au point un programme ambitieux de coopération et d'investissements dans des secteurs épargnés par les sanctions américaines : l'agriculture, l'agro-alimentaire, la santé, la protection de l'environnement, l'université. Mais il est inutile de vouloir chercher à réviser l'accord nucléaire actuel, imparfait sans doute, mais comme tous les accords, fondés par nature sur des compromis. Mieux vaudrait, tout simplement, prendre rendez-vous pour le moment où ses principales clauses d'expiration approcheraient de leur terme.

Enfin, une visite du Président français à Téhéran devrait pouvoir être remise dans la balance, si l'Iran de son côté, s'engageait solennellement en cette occasion à continuer à respecter l'accord de Vienne. Un tel déplacement prendrait alors tout son sens.

(publié le 12 juin 2018 par [Orient XXI](#))

LES ETATS-UNIS AU MOYEN-ORIENT (1) : ENJEUX ET PRESENCE AMERICAINE PENDANT LA GUERRE FROIDE (1945-1990)

Article publié le 16/03/2018 par Laura Monfleur

Depuis la campagne présidentielle et l'élection de Donald Trump en novembre 2017, des débats ont émergé concernant la nature de sa politique extérieure en général et de sa politique envers le Moyen-Orient en particulier. Est-elle en rupture avec les politiques précédentes ou, au contraire, s'inscrit-elle dans la continuité de ses prédécesseurs ? Marque-t-elle le retour d'un isolationnisme américain ? Quels sont les enjeux et les potentielles conséquences de la reconnaissance de Jérusalem en tant que capitale d'Israël ? Pour répondre à ces questions, cette série d'articles entend étudier les intérêts, la présence et les politiques des Etats-Unis au Moyen-Orient dans le temps long, en insistant sur les aspects géopolitiques.

Avant la Seconde Guerre mondiale, la présence des Etats-Unis au Moyen-Orient est surtout culturelle et économique. Des missionnaires viennent évangéliser les populations. Certains centres d'enseignement sont ouverts par les Américains comme l'Université américaine de Beyrouth ou l'Ecole Polytechnique de Téhéran (Laurens, 1999). A la suite de la découverte des gisements pétroliers à Kirkouk au nord-est de l'Irak, au Bahreïn ou à Dammam en Arabie saoudite, des compagnies pétrolières américaines telles que la Standard Oil of New Jersey, Mobil, la Standard Oil of California ou la Texas Oil Company achètent des concessions au Moyen-Orient. Certaines compagnies rejoignent alors l'Iraq Petroleum Company, au départ britannique (1). La Seconde Guerre mondiale puis la Guerre froide renforcent la présence et multiplient les intérêts politiques et stratégiques des Etats-Unis dans cette région. Les anciennes puissances coloniales telles que la France et la Grande-Bretagne perdent leur influence au profit de celles des Etats-Unis et de l'URSS. Les Etats-Unis mènent alors une politique qui semble avoir des buts différents et qui évolue au gré des relations avec la Russie et de la politique intérieure des différents pays, et qui accorde un rôle différent aux pays du Moyen-Orient.

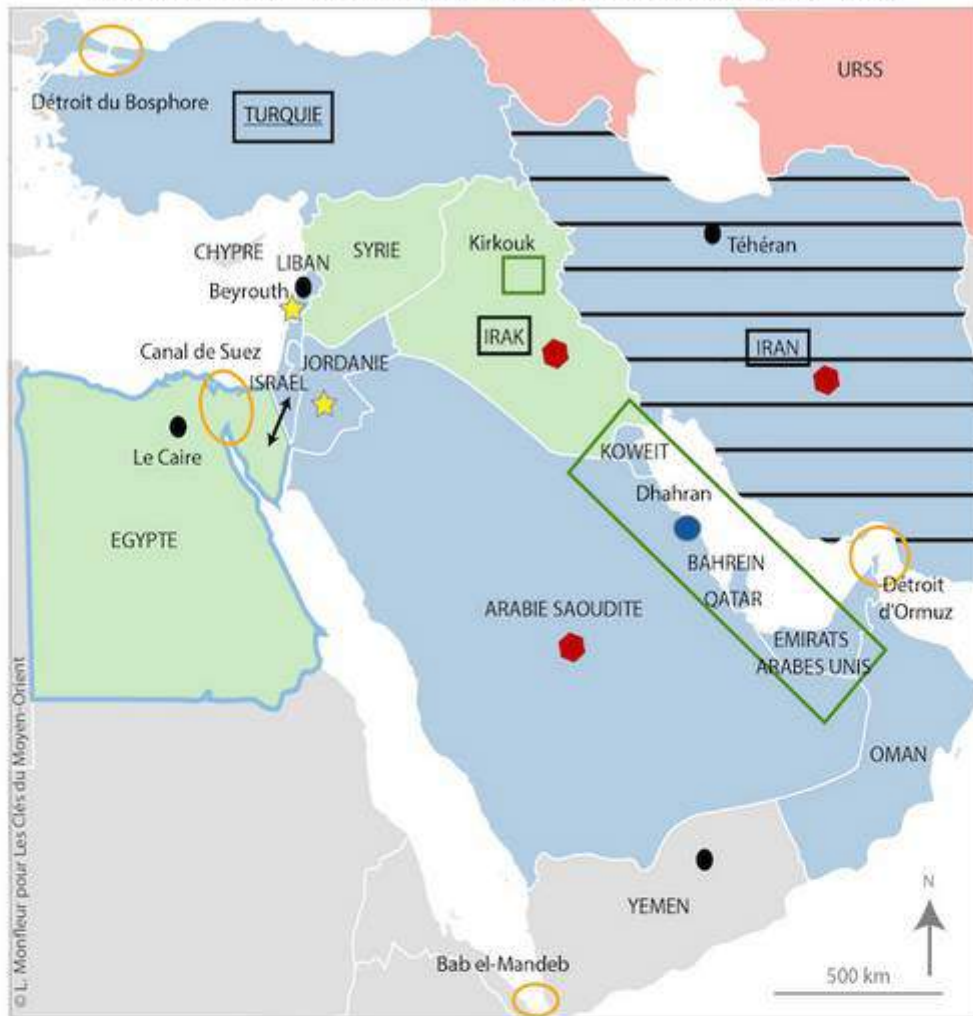
I. Les enjeux de la Guerre Froide

Dans un article de 1945, le chercheur Jean Gottman signale que les intérêts des Etats-Unis au Moyen-Orient étaient « intermittents » avant 1942 : il n'y avait pas de « politique » américaine au Moyen-Orient et les actions des Etats-Unis se résumaient à la défense des intérêts commerciaux et culturels. La Seconde Guerre mondiale change le rôle accordé à cette région par les Etats-Unis. En 1942, les troupes américaines ont assuré l'approvisionnement logistique de l'Union soviétique en installant une base militaire à Dhahran en Arabie saoudite. Les conférences internationales qui se tiennent au Caire et à Téhéran de 1943 entre les puissances alliées renforcent l'idée d'une position médiatrice de cette région (Gottman, 1945).

Pendant la guerre froide, au-delà des intérêts économiques et culturels, le Moyen-Orient acquiert une valeur stratégique pour plusieurs raisons :




- il s'agit d'une région pivot et frontière, proche de l'URSS et au cœur des routes maritimes et des routes aériennes qui sont en plein développement.
- elle a un rôle de fournisseur d'énergie notamment dans le cadre de la reconstruction de l'Europe et du Plan Marshall. Les Etats-Unis sont les principaux producteurs de pétrole mais les compagnies veulent garder ce pétrole afin de répondre à la demande intérieure qui est en pleine expansion. Le pétrole des pays du Golfe doit ainsi assurer la demande des pays européens. En février 1945, les Etats-Unis signent les accords de Quincy avec l'Arabie Saoudite : en échange du monopole de l'exploitation des gisements saoudiens, les Etats-Unis offrent à l'Arabie saoudite des revenus et une protection militaire.

Les Etats-Unis au Moyen-Orient pendant la Guerre Froide (1945-1990)








LEGENDE

Les enjeux durant la Guerre Froide

-  Passages stratégiques
-  Hydrocarbures
-  Endiguement de la Russie

D'une présence culturelles à une politique stratégique

-  Institutions d'enseignement mises en place par des missionnaires
-  Base aérienne de Dhahran
-  Interventions militaires en 1958
-  Les Etats-Unis comme médiateurs dans le conflit israélo-arabe
-  Aide de la CIA

La position des pays face aux Etats-Unis

-  Pays alliés de l'URSS
-  Pays alliés des Etats-Unis
-  Pays en rupture avec le bloc occidental
-  Pays s'étant rapproché du bloc occidental
-  Pays ayant signé le Pacte de Bagdad
-  Pays membre de l'OTAN

Carte réalisée avec adobe illustrator par Laura Monfieur, Mars 2018

Source: <https://jerotiens.net/le-moyen-orient-de-1945-a-1990/>; Gottman, 1945; Laurens, 1991

Entre 1945 et 1990, les objectifs des Etats-Unis sont donc divers :

- ▶ Endiguer l'expansion idéologique et politique de l'URSS dans cette région qui peut constituer un verrou territorial stratégique.
- ▶ Assurer la sécurité des approvisionnements en pétrole et de ses positions stratégiques dans les pays arabes du Golfe.

► La défense d'Israël du fait notamment de la présence d'un important lobby pro-israélien aux Etats-Unis, l'American-Israel Public Affairs Committee.

► Le règlement du conflit israélo-arabe pour assurer la sécurité de la région.

Ces objectifs sont en apparence contradictoires puisqu'il s'agit de maintenir de bonnes relations avec les pays arabes producteurs de pétrole et de défendre les intérêts israéliens (Laurens, 1991).

II. Les fluctuations de la politique américaine au Moyen-Orient

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis se positionnent en tant que médiateur des relations, en gardant leurs distances vis-à-vis de certains alliés potentiels et en n'intervenant pas directement, afin d'éviter d'être identifiés avec les anciennes puissances coloniales. Ils n'intègrent le Pacte de Bagdad qu'en 1958 alors qu'il a été signé par l'Irak, la Grande-Bretagne, le Pakistan, l'Iran, la Turquie en 1955. Ils s'appuient sur la présence des Britanniques pour mener leur politique, tout en soutenant les nationalismes arabes. Cette position n'est plus soutenable après la crise de Suez durant laquelle la France, la Grande-Bretagne et Israël envahissent l'Egypte. Ces pays sont obligés de quitter le territoire égyptien à la suite des condamnations américaines et soviétiques de cette invasion, marquant ainsi la fin du colonialisme des anciennes puissances et entérinant l'influence américaine et soviétique dans cette région.

Dans les années 1950, les Etats-Unis gardent leurs distances vis-à-vis d'Israël pour ménager de bonnes relations avec les pays arabes pétroliers. Les conflits entre les pays arabes et Israël obligent les Etats-Unis à adopter une position plus claire. C'est Kennedy qui renforce le lien entre Israël et les Etats-Unis : il accepte des ventes d'armes à ce pays, affirme l'assister en cas d'invasion d'Israël. Les Etats-Unis souscrivent ouvertement à Israël et se distancient des mouvements nationalistes arabes durant la Guerre des Six Jours.

La présence des Etats-Unis dans les conflits au Moyen-Orient alterne entre intervention directe, rôle d'intermédiaire dans les négociations et soutien financier et militaire. Des interventions militaires sont menées en 1958 au Liban et en Jordanie pour défendre les gouvernements pro-américains à la suite de la révolution irakienne qui a abouti à la chute du roi Fayçal. Au début des années 1970, Kissinger défend la « politique de l'impasse » : laisser les pays du Moyen-Orient dans leur impasse afin de montrer que la Russie n'est pas en mesure de les aider et que les Etats-Unis sont les seuls alliés possibles. Il se rétracte à la suite du choc pétrolier de 1973 en menant la « politique des petits pas » : imposer les Etats-Unis comme intermédiaire dans les négociations. Il crée notamment en 1974 l'Agence Internationale de l'Energie qui s'imposera comme l'interlocuteur privilégié de l'Organisation des Pays Arabes Producteurs de Pétrole. C'est dans ce contexte que les Etats-Unis encouragent le rapprochement entre Israël et l'Egypte lors des accords de Camp David de 1978 et de la signature du traité de paix à Washington en 1979. Reagan adopte de nouveau la politique de l'impasse à partir de 1981. Les Etats-Unis soutiennent - mais sans intervenir - l'Irak dans le conflit avec l'Iran entre 1980 et 1988. En 1982, Reagan propose l'autonomie des Territoires palestiniens qui est refusée par les Palestiniens et les Israéliens.

III. La place et le rôle de certains pays du Moyen-Orient dans la politique américaine

Israël

Israël est l'avant-poste américain en territoire arabe. Les Etats-Unis défendent la création d'un Etat juif selon le plan de partage de l'ONU en 1947. Durant la guerre du Kippour, ils créent un pont aérien pour acheminer du matériel militaire en Israël. Israël est considéré comme étant le principal allié dans la lutte d'influence avec l'URSS qui soutient l'Egypte et la Syrie dans leurs efforts de guerre (2).

Arabie saoudite

La relation américano-saoudienne est fortement marquée par l'enjeu du pétrole mais ne s'y résume pas. Malgré le soutien des Etats-Unis à Israël, l'Arabie saoudite apparaît comme un allié stable contre le communisme et un relais de la politique américaine. Excepté lors du premier choc pétrolier en 1973 où l'Arabie saoudite a fortement augmenté les prix du pétrole, ce pays apparaît

comme un modérateur au sein de l'Organisation des Pays Arabes Producteurs de Pétrole afin de défendre les intérêts américains. Il existe également une coopération stratégique entre les deux pays par le biais de vente d'armes et de matériels industriels. L'Arabie saoudite et les Etats-Unis se retrouvent par ailleurs, tous deux, aux côtés de l'Irak de Saddam Hussein lors de la guerre entre l'Iran et l'Irak.

Autres pays du Golfe

Dès l'indépendance qatarie en 1971, les Etats-Unis reconnaissent ce pays qui sollicite leur protection notamment pour sécuriser le champ de gaz Northfield. Il est considéré comme un pays stratégique pour ses différentes ressources mais également pour sa position géographique avec le détroit d'Ormuz. Le Koweït et le Bahreïn sont considérés comme des pays stratégiques en raison de leurs ressources en pétrole.

Turquie

Ce pays est considéré par les Etats-Unis comme étant un pivot régional en raison de sa position géographique de carrefour entre deux continents, de la présence du Détroit de Bosphore et du Détroit des Dardanelles, de ses ressources en eau grâce au Tigre et à l'Euphrate. Ce pays présente un rôle stratégique pour l'installation de routes énergétiques du Moyen-Orient à l'Europe et pour consolider la frontière Sud-Est du bloc de l'Ouest. Il devient ainsi un poste avancé de la surveillance des Etats-Unis. Des missiles ont été mis en place sur le territoire turc pour encercler l'URSS. La Turquie intègre l'OTAN en 1952 et signe le pacte de Bagdad. Cependant, si la Turquie et les Etats-Unis partagent des intérêts stratégiques, les relations entre ces deux pays se caractérisent également par des désaccords notamment lorsque les Etats-Unis condamnent l'invasion de Chypre par la Turquie entre 1964 et 1974 et mettent en place un embargo des armes à destination du territoire turc (Schmidt, 2011).

Jordanie

Dès 1951, les Etats-Unis apportent leur soutien politique et financier au royaume en raison notamment de la position stratégique jordanienne de tampon, entre Israël, la Syrie, l'Irak et l'Arabie saoudite. La Jordanie apparaît en effet comme un pays très stable dans cette région caractérisée par de nombreux conflits.

Egypte

L'Egypte se caractérise par une position fluctuante pendant la guerre froide. Au début des années 1950, sous Eisenhower, ce pays est considéré comme un atout et un relais pour la politique américaine. La révolution de Nasser et des officiers a permis l'évacuation des britanniques. Les Etats-Unis souhaiteraient mener un règlement du conflit israélo-arabe sous l'égide de l'Egypte. Par la suite, Nasser se rapproche de l'URSS, achète des armes venant du bloc de l'Est et reconnaît la Chine populaire. Il faut attendre l'arrivée de Sadate au pouvoir dans les années 1970 pour voir un rapprochement entre l'Egypte et les Etats-Unis qui se concrétise par la création d'un conseil égypto-américain en 1975 et le remplacement du matériel soviétique par des armes américaines. L'accord de Camp David en 1978 puis le traité de paix israélo-égyptien sont signés sous la houlette des Etats-Unis. Ces derniers fournissent 2 milliards de dollars à l'Egypte, une aide civile et militaire comme prime à la paix (3).

Iran

Au début de la Guerre froide, l'Iran est un allié des Etats-Unis contre la Russie, et reçoit des aides financières américaines. A partir de 1953, les Etats-Unis soutiennent le shah d'Iran contre le Premier ministre Mohammed Mossadegh. Ce dernier est proche de l'URSS et souhaite nationaliser l'industrie pétrolière alors que les compagnies pétrolières ont des intérêts notamment au Sud, à l'Est de Chatt el-Arab. La CIA organise alors un coup d'état, chassant Mossadegh. La révolution islamique en 1979 fait sortir l'Iran du champ stratégique des Etats-Unis. L'Ayatollah Khomeiny développe notamment la rhétorique décrivant les Etats-Unis comme le « Grand Satan

impérialiste », et les tensions culminent avec la crise des otages de l'ambassade américaine à Téhéran en novembre 1979, qui aboutit à une rupture des relations diplomatiques (4).

Syrie

Il s'agit d'un allié de l'URSS depuis les années 1950. Entre 1958 et 1961, la Syrie forme la République arabe unie avec l'Égypte qui fait alors partie du bloc soviétique. Le partenariat stratégique avec l'URSS a été renforcé avec l'arrivée du parti Baath au pouvoir en 1963, parti prônant une idéologie révolutionnaire et socialiste. Des missiles soviétiques sont mis en place sur le territoire syrien dans les années 1980 (5).

Notes :

(1) Voir l'article sur Les Clés du Moyen-Orient concernant les liens du pétrole entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite : <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Etats-Unis-et-petrole-saoudien.html>.

(2) Voir l'article sur les relations israélo-américaines dans Les Clés du Moyen-Orient : <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Histoire-des-relations-israelo.html>.

(3) Voir l'article sur Les Clés du Moyen-Orient concernant les relations entre l'Égypte et les États-Unis : <https://www.lesclesdumoyenorient.com/SPECIAL-CRISE-AU-MAGHREB-ET-AU-MOYEN-ORIENT-LES-RELATIONS-ENTRE-L-EGYPTE-ET-LES.html>.

(4) Voir l'article sur Les Clés du Moyen-Orient concernant la prise d'otage à l'ambassade américaine de Téhéran : <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Crise-des-otages-americains-en.html>.

(5) Voir l'article sur les relations entre la Syrie et l'URSS dans Les Clés du Moyen-Orient : <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Syrie-et-Russie-historique-des-relations-de-1946-a-2012>.

Bibliographie :

GOTTMAN J., 1945, « Les États-Unis et le monde méditerranéen », Politique étrangère, n°1, p. 19-32.

LAURENS H., 1991, « Les aléas de l'hégémonie américaine au Proche-Orient », Le Monde diplomatique.

LAURENS H., 1999, Paix et Guerre au Moyen-Orient. L'Orient arabe et le monde de 1945 à nos jours, Paris : Armand Colin.

SCHMIDT D., 2011, « La Turquie, alliée de toujours des États-Unis et nouveau challenger », Diploweb, <https://www.diploweb.com/La-Turquie-alliee-de-toujours-des.html> (consulté le 10 mars 2018).

LES ETATS-UNIS AU MOYEN-ORIENT (2) :

LES AMBIGUÏTES D'UNE SUPERPUISSANCE AU MOYEN-ORIENT

(1990-2001)

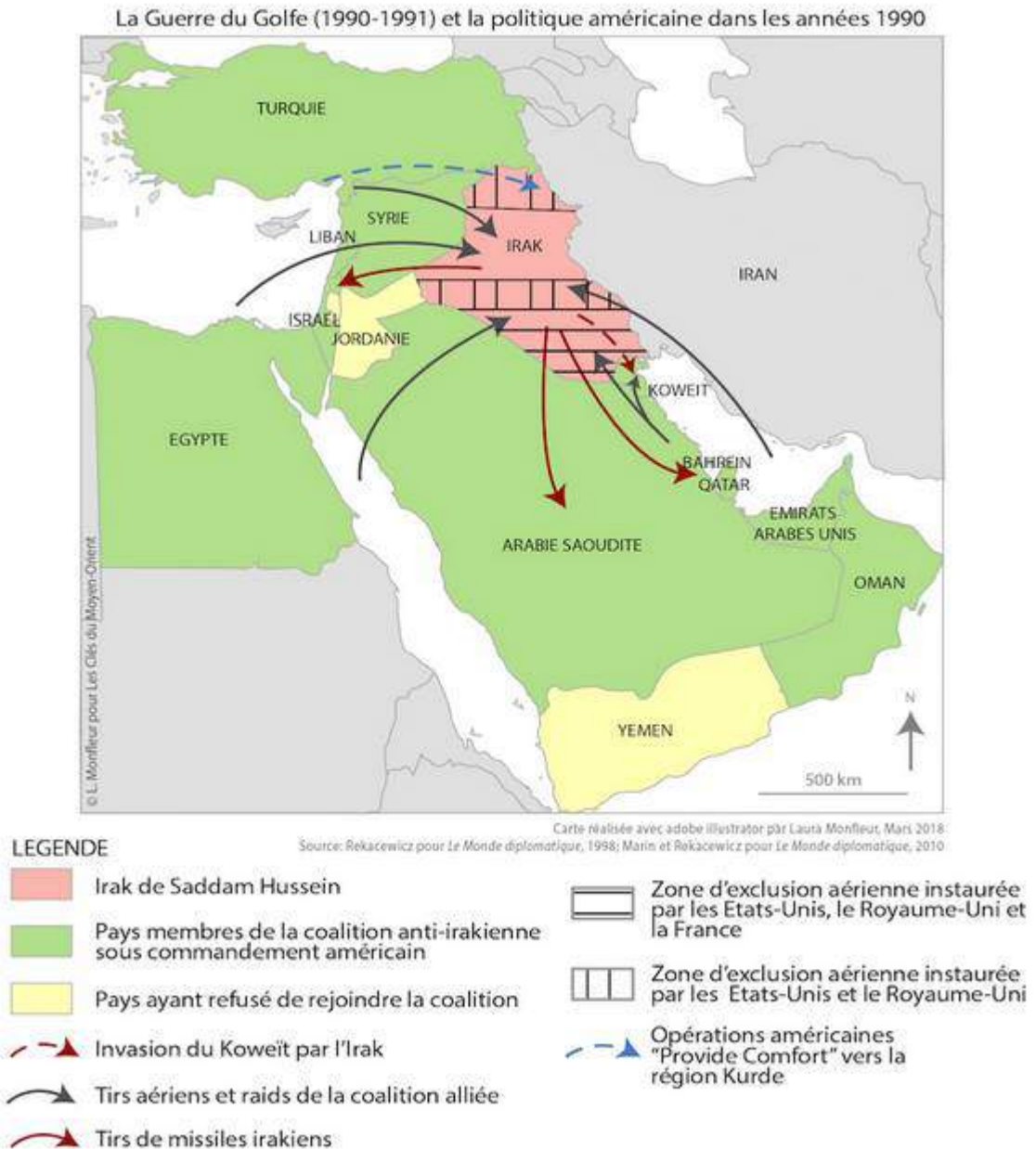
Article publié le 26/03/2018 par Laura Monfleur

Durant la Guerre Froide, la présence et les intérêts des États-Unis étaient marqués par différents enjeux : création de l'État d'Israël, nationalisme arabe, opposition à l'interventionnisme franco-britannique, conflits israélo-arabes, accès au pétrole, soutien aux pays pétroliers ou à des petits États, équilibre de la terreur avec l'URSS (cf. Les États-Unis au Moyen-Orient (1) : Enjeux et présence américaine dans la Guerre Froide). Le système régional se caractérisait par une bipolarité entre des États alliés de la puissance américaine et des États proches de la puissance soviétique, séparés par des territoires tampons comme le Liban, le Koweït, les Territoires palestiniens, la Jordanie et les zones de peuplement kurdes (Droz-Vincent, 2007). Le Moyen-Orient est devenu peu à peu une région privilégiée de l'interventionnisme américain et l'objet d'une politique ayant pour objectif la défense de ses intérêts économiques et commerciaux et se caractérisant par des fluctuations et des contradictions.

Après la Guerre Froide et la chute de l'URSS, les Etats-Unis semblent s'imposer comme l'unique puissance. La politique américaine reste cependant ambiguë et oscille entre interventions militaires directes comme dans la Guerre du Golfe et arbitrage des conflits notamment le conflit israélo-palestinien. De nouveaux enjeux viennent contrecarrer la superpuissance des Etats-Unis, alors que celle-ci cherche à imposer une idéologie libérale et sa vision de l'ordre international.

La présence des Etats-Unis au Moyen-Orient : entre interventions militaires et arbitrages

La Guerre du Golfe



L'Irak de Saddam Hussein envahit le Koweït en août 1990 pour acquérir des ressources pétrolières et territoriales. Une coalition menée par les Etats-Unis se met alors en place pour intervenir militairement à partir de janvier 1991 : l'Égypte, Israël, la Syrie, la Turquie, l'Arabie saoudite, Oman, les Emirats arabes unis, le Qatar et Bahreïn déploient des contingents militaires et renforcent ainsi leurs liens diplomatiques et stratégiques avec les Etats-Unis. Au contraire, la Jordanie, pourtant alliée des Etats-Unis durant la Guerre Froide et Etat tampon stable, ne s'engage pas et maintient sa neutralité en raison de sa dépendance énergétique vis-à-vis de l'Irak. En réponse, les Etats-Unis suspendent leur aide financière et militaire jusqu'en octobre 1994 lorsque la Jordanie signe un traité de paix avec Israël (Al Jiboury, 2006).

L'intervention américaine ne s'explique pas uniquement par la volonté de sécuriser l'approvisionnement énergétique. Pour Philip S. Golub (2011), il s'agit de consolider sa position hégémonique en capitalisant sa victoire contre l'Irak pour affirmer qu'il n'y a pas d'alternative au leadership américain. Pour Philippe Droz-Vincent (2007), les objectifs des Etats-Unis sont plus ambigus. Le gouvernement de Georges H. Bush ne raisonne pas réellement selon les thématiques de l'émergence d'un « nouvel ordre mondial » mais démontre une volonté d'envoyer un message dissuasif aussi bien à l'Irak qu'à l'Iran ou la Syrie qui veulent s'imposer comme puissances au Moyen-Orient après la chute de l'URSS.

L'Irak est mis sous embargo jusqu'en 1996 lorsque les Etats-Unis débutent le programme « pétrole contre nourriture ». La France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis mettent en place une zone d'exclusion aérienne sur 60% du territoire irakien pour protéger les minorités kurdes et chiites. L'Irak reconnaît officiellement le Koweït en 1994.

A la suite de la guerre du Golfe, le gouvernement de Saddam Hussein réprime les mouvements chiites au sud du pays et kurdes au nord. Face à ces répressions, la coalition anti-irakienne reste passive. Pour Henry Laurens (2004), deux raisons président à cette hésitation : les Etats-Unis veulent éviter une trop grande déstabilisation régionale par l'effondrement de l'Etat irakien et son basculement vers l'Iran ; ils ne souhaitent pas une démocratisation de cet Etat mais plutôt la mise en place d'une dictature militaire. De plus, le soutien aux populations kurdes et chiites pourrait remettre en cause les liens stratégiques avec des pays comme l'Arabie saoudite qui a un gouvernement sunnite et la Turquie qui fait face également à des tentatives d'autonomisation et à des affrontements dans le Kurdistan turc. En effet, la Turquie est l'un des principaux acheteurs d'armes des Etats-Unis (Josseran, 2014) et un allié laïc contre la montée de l'islamisme (Schmid, 2011). Le gouvernement turc coopère néanmoins avec les Etats-Unis et s'impose comme un partenaire stratégique dans les années 1990. Il accepte que soient mises en place les sanctions vis-à-vis de l'Irak, malgré les pertes économiques que l'embargo représente pour la Turquie en raison des liens commerciaux et énergétiques avec l'Irak. Une aide humanitaire pour les Kurdes dans le cadre des opérations « Provide Comfort » est également distribuée depuis la base américaine d'Incirlik au Sud de la Turquie à partir d'avril 1991.

L'Irak est également mis sous tutelle de l'ONU qui demande la démilitarisation de la frontière avec le Koweït ainsi que l'interdiction d'armes chimiques, biologiques, nucléaires et balistiques. Une commission chargée de suivre ce désarmement, l'UNSCOM, envoie des observateurs. Mais ces inspections sont rendues difficiles par le gouvernement irakien et les inspecteurs quittent l'Irak en 1998. A la suite de l'échec de l'UNSCOM, les Etats-Unis décident unilatéralement de bombarder les infrastructures irakiennes de production et de stockage d'armes de destruction massive.

La Guerre du Golfe marque le renforcement et l'inscription dans la durée de la présence des Etats-Unis au Moyen-Orient. Elle montre également l'ambiguïté de la position de « gendarme » des Etats-Unis. La recherche d'intermédiaires régionaux pour gérer les conflits laisse place à l'interventionnisme militaire direct. Ce dernier se caractérise néanmoins par des hésitations quant à une gestion directe sur le long terme, notamment pour la question kurde. L'interventionnisme s'effectue dans les premiers temps de manière multilatérale sous l'égide de l'ONU mais les bombardements en 1996 et en 1998, le programme « pétrole contre nourriture » ainsi que le développement des bases militaires dans la région témoignent de l'unilatéralisme des Etats-Unis (Droz-Vincent, 2007).

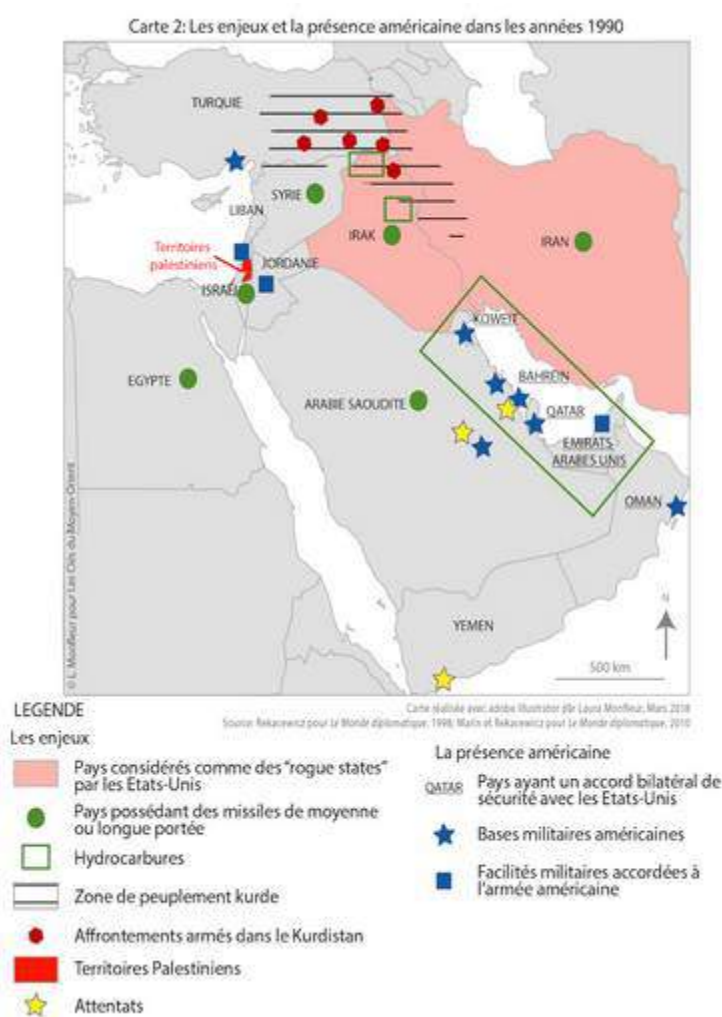
Le conflit israélo-palestinien

Selon Philippe Droz-Vincent (2007), les Etats-Unis adoptent une « attitude passive » vis-à-vis du conflit israélo-palestinien et privilégient un « rôle de facilitateur », contribuant ainsi à une « relocalisation de la question israélo-palestinienne » à une échelle régionale. Henry Laurens (2004) parle, quant à lui, d'une diplomatie « réactive » montrant que les Etats-Unis ont tendance à ne pas s'engager. Cette attitude peut être expliquée par des enjeux de politique intérieure. En effet, Bill Clinton (1993-2001) a été élu en mettant en avant les questions domestiques, à la suite

des critiques émises contre le gouvernement de Bush (1989-1993), accusé de mener une politique trop tournée vers l'extérieur (Droz-Vincent, 2007).

Mais cette position distante n'empêche pas un certain activisme américain. Les différents secrétaires d'Etat entament des tournées au Moyen-Orient afin de convaincre les acteurs régionaux de négocier entre eux (Laurens, 2004). C'est dans ce contexte qu'a lieu la Conférence de Madrid en 1991 puis les accords d'Oslo en 1993. Les Etats-Unis s'appuient également sur différents pays dans le processus de paix. Ils utilisent l'Egypte pour relancer le processus de paix et favorisent l'accord entre la Turquie et Israël en 1996. Le Qatar quant à lui est considéré comme un intermédiaire crédible dans ce conflit puisqu'un bureau commercial israélien ouvre à Doha en 1996 et que ce pays se positionne contre le boycott d'Israël par l'Egypte et la Syrie dans un sommet économique patronné par les Etats-Unis en 1997. Les Etats-Unis se positionnent en faveur de la défense des intérêts israéliens en ne critiquant notamment pas l'emploi de la force par Israël contre les Palestiniens lors de la Seconde Intifada (2000) tout en étant favorables à l'autonomie palestinienne. Ils adoptent une position plus coercitive à la fin du mandat de Bill Clinton, comme en témoignent les tentatives de faire signer un traité de paix entre Israël et la Syrie et de parvenir à un accord lors du sommet de Camp David II en juillet 2000.

L'émergence de nouveaux enjeux dans les années 1990



Durant la Guerre Froide, le pétrole, la défense d'Israël et l'anti-communisme constituaient la « sainte Trinité » des intérêts des Etats-Unis au Moyen-Orient (Hudson, 1996). Or, dans les années 1980 et 1990, de nouveaux enjeux émergent ayant pour fondement des « dynamiques régionales » et « la montée des traits particularistes » (Droz-Vincent, 2007) :

▀ les tentatives de certains Etats d'instaurer un ordre multipolaire en remettant en cause l'hégémonie américaine. C'est le cas de l'Irak lors de l'invasion du Koweït mais aussi de l'Iran. Ce

dernier défend une idéologie anti-libérale et anti-américaine et montre néanmoins parfois une volonté pragmatique de normaliser les relations avec les Etats-Unis en instaurant un « dialogue des civilisations », comme l'exprime Mohammad Khatami, président de l'Iran à partir de 1997. A partir de 1993, la politique sécuritaire américaine se construit autour d'un « dual containment » (« *endiguement dual* ») vis-à-vis de ces deux pays considérés comme des « *rogue states* » (« Etats voyous ») ou des « *backlash states* » (« Etats évoluant à contre-courant ») (Droz-Vincent, 2007).

- ▶ Le nationalisme kurde. Après l'instauration d'une zone de protection aérienne, les Kurdes créent un gouvernement régional dans le nord de l'Irak.
- ▶ Des revendications chiites apparaissent au Liban, à Bahreïn. En Irak, elles ont été réprimées par le gouvernement de Saddam Hussein en 1991.
- ▶ La montée de l'Islam politique et du terrorisme. L'Islam politique se développe de plus en plus dans l'espace public notamment en Egypte et en Arabie saoudite. Il se caractérise notamment par une opposition à l'hégémonie des Etats-Unis et une volonté de ré-islamiser les sociétés. Des attentats ont eu lieu contre des infrastructures américaines à Aden (Yémen) en 1992, à Riyad (Arabie saoudite) en 1995 et Khobar (Arabie saoudite) en 1996. L'antiaméricanisme est donc à la hauteur de la présence stratégique et militaire des Etats-Unis qui disposent de bases et de facilités militaires dans de nombreux pays (cf. carte 2). L'anti-islamisme remplace ainsi l'anticommunisme dans la « trilogie » de l'après-guerre Froide (Golub, 2011).
- ▶ La prolifération des armes de destruction massive, qu'il s'agisse d'armes biologiques ou chimiques ou de missiles de longue et moyenne portée (Droz-Vincent, 2007).

L'ambiguïté des intérêts et de la position d'une superpuissance au Moyen-Orient

Les années 1990 constituent une décennie charnière dans les intérêts et la position des Etats-Unis au Moyen-Orient. Certes, la chute de l'URSS et la victoire lors de la Guerre du Golfe renforcent l'hégémonie américaine. Mais cette dernière s'exprime de manière ambiguë. Par leur rôle de « gendarme du monde », les Etats-Unis alternent entre interventionnisme direct et arbitrages parfois vains des conflits, entre multilatéralisme et unilatéralisme (Droz-Vincent, 2007), entre présence militaire imposée par les circonstances conflictuelles et refus de la responsabilité d'une gestion directe des conflits (Laurens, 2004). Les Etats-Unis hésitent entre, d'une part, le maintien d'une distance vis-à-vis des conflits en favorisant uniquement un endiguement dissuasif de certains pays pour sauvegarder les intérêts énergétiques et stratégiques et, d'autre part, l'imposition d'un nouvel ordre par son soft power. C'est dans ce contexte que se développent les notions de « communauté internationale » et de « zone de paix démocratique » qui se caractériseraient par la diffusion des normes libérales et démocratiques.

Les Etats-Unis se trouvent également à la « croisée d'un nouveau type de défis » (Droz-Vincent, 2007) qui remettent en cause son hégémonie : montée des revendications régionales et du terrorisme, antiaméricanisme croissant et étiolement du soutien de certains pays face aux interventions unilatérales américaines en Irak, prolifération des armes de destruction massive. Dans les années 1990, se développe alors une pensée néo-conservatrice en réponse notamment aux échecs de l'endiguement duel et à l'enlisement du processus de paix israélo-palestinien. Cette pensée trouvera un écho important après le 11 septembre 2001 et la politique moyen-orientale de Georges W. Bush.

BIBLIOGRAPHIE :

- AL JIBOURY A., 2006, « Les relations jordano-américaines », Irénées [en ligne], http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-959_en.html (consulté le 15 mars 2018).
- DROZ-VINCENT P., 2007, Vertiges de la puissance : le « moment américain » au Moyen-Orient, Paris : La Découverte, 370 p.
- HUDSON M.C., 1996, « To play the Hegemon : Fifty years of US policy toward the Middle East », Middle East Journal, Vol. 50, n°3, p. 329-343.

JOSSERAN T., 2014, « La Turquie et les Etats-Unis. Le croissant et la bannière étoilée », Diploweb [en ligne], <https://www.diploweb.com/La-Turquie-et-les-Etats-Unis.html> (consulté le 13 mars 2018).

LAURENS H., 2004, L'Orient arabe à l'heure américaine. De la guerre du Golfe à la guerre d'Irak, Paris : Armand Colin, 302 p.

SCHMID D., 2011, « La Turquie, alliée de toujours des Etats-Unis et nouveau challenger », Diploweb [en ligne], <https://www.diploweb.com/La-Turquie-alliee-de-toujours-des.html> (consulté le 10 mars 2018).

LES ETATS-UNIS AU MOYEN-ORIENT (3) :

GUERRE CONTRE LE TERRORISME ET REMODELAGE DU GRAND MOYEN-ORIENT

(2001-2004)

Article publié le 29/03/2018 par Laura Monfleur

Les attentats du 11 septembre 2001 semblent marquer une rupture dans la présence et la politique des Etats-Unis au Moyen-Orient. Ils ont en effet constitué un choc pour les Etats-Unis, pour la première fois attaqués sur leur propre territoire, et la mise en pratique d'une doctrine propre à l'administration Bush. Cependant, des éléments de continuité peuvent être visibles dans leur doctrine d'intervention et la vision américaine géopolitique du Moyen-Orient entre les années 1990 et le début des années 2000. L'intervention américaine se cristallise autour d'enjeux apparus dans les années 1990 : changer le régime irakien, contrer le terrorisme islamique et la prolifération des armes de destruction massive, promouvoir le libéralisme politique, économique et social (cf. partie 2). Elle s'appuie également sur des concepts qui trouvent leur origine dans le temps long de l'histoire des Etats-Unis et dans le développement d'une pensée néoconservatrice depuis les années 1990. De 2001 à 2004, on peut également observer une inflexion du discours, à défaut d'être une véritable inflexion diplomatique et stratégique dans les politiques concrètes, qui ajoute à la guerre contre le terrorisme l'idée du remodelage d'un « Grand Moyen-Orient » (« Greater Middle East »). La guerre contre le terrorisme et le « Grand Moyen-Orient » ne constituent pas uniquement des doctrines d'intervention mais également des visions géopolitiques du Moyen-Orient.

I. La « doctrine Bush » d'intervention au Moyen-Orient

1. La guerre contre le terrorisme

L'intervention américaine au Moyen-Orient semble se cristalliser autour d'une « doctrine », défendue par Georges W. Bush, qui se fonde sur plusieurs principes (Droz-Vincent, 2011) :

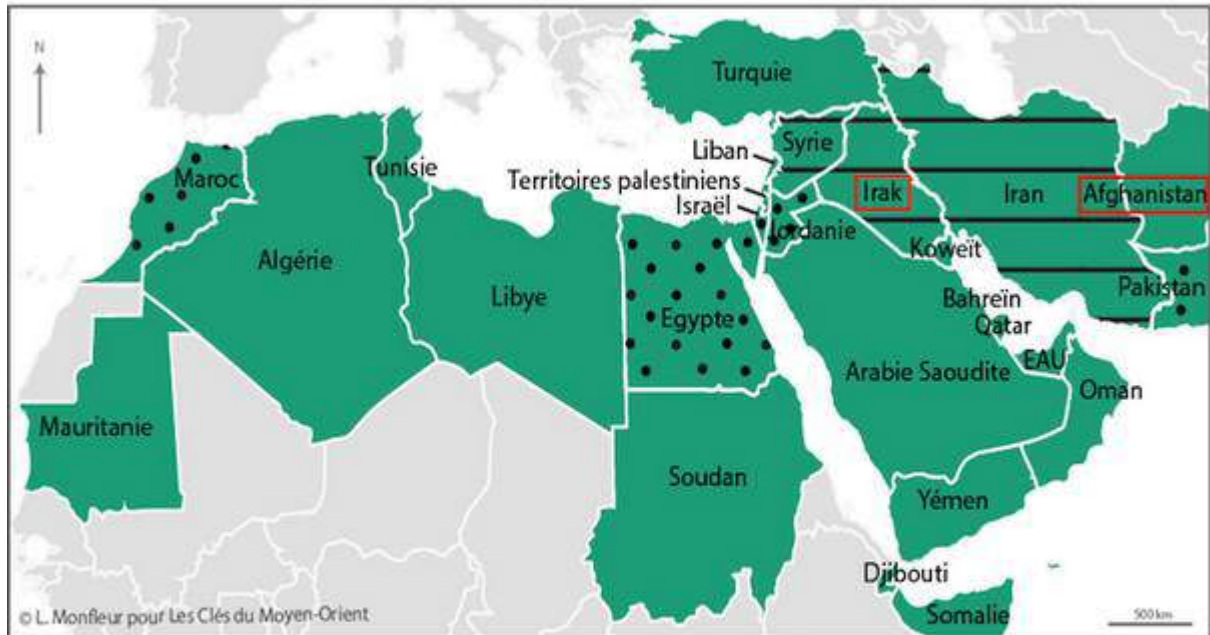
► le « changement de régime » (« regime change ») : il s'agit de renverser un gouvernement qui s'oppose à la libéralisation économique et sociale et à l'hégémonie des Etats-Unis sans affecter la société civile. Cette idée s'appuie sur la « doctrine de la société civile » en tant qu'il suffisait d'imposer de nouveaux acteurs représentant la société civile pour être légitime (Hoop Scheffer, 2011).

► L'unilatéralisme et l'interventionnisme militaire renforcé par un retour d'un expansionnisme classique et de la doctrine des deux guerres conventionnelles en Irak et en Afghanistan (Saul, 2017). Cet interventionnisme s'accompagne néanmoins de stratégies complémentaires comme le développement d'opportunités économiques par l'ouverture des marchés et des accords de libre-échange (Droz-Vincent, 2007).


► la guerre préventive : ce concept permet de justifier une intervention avant même que l'ennemi n'attaque. Le concept de préemption permet de justifier une protection offensive face à la menace d'attentats terroristes ou des armes de destruction massive.


► La pression sur les pays alliés comme l'Egypte et l'Arabie saoudite à mener des réformes démocratiques et à s'engager au côté des Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme.


La vision américaine géopolitique du "Moyen-Orient" entre 2001 et 2004




LEGENDE

 Pays inclus dans le Grand Moyen-Orient

 "Rogue states" ou "Axe du mal"

 Alliés majeurs non membres de l'OTAN

 Pays où interviennent militairement les États-Unis dans le cadre de la guerre contre le terrorisme

L'Afghanistan et l'Irak semblent constituer des « pays tests » (Croisier, 2005) pour cette doctrine. En 2001, les États-Unis débutent l'opération « Liberté immuable » en Afghanistan afin de déloger les Talibans. Le 19 mars 2003, l'opération « Iraqi Freedom » (Liberté de l'Irak) est lancée (1). Cette guerre préventive unilatérale est tout d'abord préparée et légitimée dans les médias qui défendent l'idée d'un lien entre Oussama Ben Laden et Saddam Hussein, bien qu'il n'est pas avéré. Elle est également légitimée par les acteurs politiques et les médias américains par la détention d'armes de destruction massive par l'Irak. D'autres arguments sont avancés par les spécialistes de la question (Lacoste, 2003 ; Croisier, 2005) : la volonté de mettre la main sur les ressources pétrolières, celle de mettre au pas un pays qui veut remettre en cause l'hégémonie des États-Unis dans la région, envoyer un message à la Syrie et à l'Iran pour les dissuader d'être les « next ones » (les suivants) à contester la présence américaine au Moyen-Orient. On observe des mécanismes de légitimation et de justification similaires à ceux affichés lors de la Première Guerre du Golfe (cf. [Partie 2](#)). Le 9 avril 2003, le régime de Saddam Hussein tombe.

Pour Philippe Droz-Vincent (2011), cette doctrine fonde un « moment américain » au Moyen-Orient. Elle implique une « césure fondamentale dans la politique américaine au Moyen-Orient » tout en montrant néanmoins qu'elle trouve sa source dans les débats idéologiques et politiques des années 1990. En effet, le « regime change » est une doctrine développée par les néo-conservateurs américains dans les années 1990. Ces derniers ont prôné dès le début le renversement de Saddam Hussein et la vision d'une Amérique ayant un rôle messianique à jouer et imposant son hégémonie et son impérialisme par les armes. Les attentats du 11 septembre ont permis de mettre en œuvre cette vision qui n'en était restée qu'au stade de débat de politique intérieure dans les années 1990.

► Jussi M. Hanhimäki (2011) est plus nuancé : il n'y a pas de véritable doctrine Bush dès le début mais plutôt un « catalogue d'aspirations et d'objectifs ». L'unilatéralisme affiché par Bush s'inscrit dans la continuité des politiques déjà menées en Irak dans la deuxième moitié des années 1990 (cf. [partie 2](#)), ce qui permet de nuancer l'idée d'une « révolution » menée par Bush dans la politique et la diplomatie américaine au Moyen-Orient.

Il faudrait dire un mot sur les effets de la guerre contre le terrorisme sur la gestion de l'enjeu israélo-palestinien par les Etats-Unis. Pour Philippe Droz-Vincent (2011), cet enjeu est délaissé car il ne s'agit plus d'une « clé régionale stratégique ». Au contraire, pour Jalal al-Husseini, « une autre résultante de la dynamique générée par les attentats » est « l'ingérence directe des Etats-Unis dans le système politique palestinien ». Les Palestiniens sont enjoins à l'instar des Etats du Moyen-Orient à lutter contre le terrorisme et à effectuer des réformes dans leurs institutions, sous peine d'être suspectés de soutenir les réseaux terroristes. Les Etats-Unis cherchent à écarter Yasser Arafat et le Hamas des Territoires palestiniens. Une « alliance sacrée » entre les Etats-Unis et Israël a été scellée par les attentats du 11 septembre autour d'une « croisade antiterroriste ». Si Bush semble rester fidèle au principe de retrait des Israéliens des territoires occupés, la volonté de ménager de bonnes relations avec Israël dans la lutte contre le terrorisme le conduit progressivement à avaliser le principe de pérennisation des [colonies](#) israéliennes en Cisjordanie (al-Husseini, 2011).

2. L'initiative du Grand Moyen-Orient (GMEI)

La guerre en Irak semble avoir pour objectif initial uniquement le changement de régime dans ce pays (Hoop Scheffer, 2011). Cependant, apparaît par la suite un discours portant sur le cercle vertueux de la démocratisation à l'échelle du Moyen-Orient : le changement de régime irakien devrait aboutir par effet domino à des changements de régime dans tous les pays du Moyen-Orient.

La doctrine interventionniste issue de la guerre contre le terrorisme fait face à de nombreuses critiques liées à un ternissement de l'image américaine, à une érosion de la coalition anti-irakienne et aux difficultés rencontrées sur le terrain (prise d'otage, attentats contre des bases américaines en Irak mais aussi au Maroc ou en Arabie saoudite). C'est pourquoi, « l'administration Bush procède à une réorientation tactique parallèle, fondée cette fois sur le dialogue, les réformes et la dissuasion » (Croisier, 2005). En 2002, le département d'Etat lance le « Middle-East Partnership Initiative » (MEPI) pour encourager la participation de la société civile notamment de la jeunesse et des femmes et mener des réformes dans le domaine de l'éducation et de l'économie. Développé à partir de 2003 et présenté officiellement en 2004, le « Great Middle East Initiative » (GMEI) reprend ces idées. La démocratisation politique et la libéralisation sociale et économique de certains pays devraient être bénéfiques pour le Moyen-Orient et le monde entier.

Le GMEI semble infléchir la doctrine Bush. Il ne s'agit plus uniquement d'un changement de régime mais une démocratisation et une libéralisation qui implique l'évolution de la société dans son ensemble. Il s'agit de rechercher des partenaires au sein du Moyen-Orient. Le GMEI s'appuie sur l'idée de « diplomatie transformationnelle » qui constitue une « version moins agressive de la doctrine Bush, mais non moins activiste » (Droz-Vincent, 2011). S'il constitue une inflexion dans les discours, il n'y a néanmoins pas de bouleversement dans les stratégies et les politiques. Certes, la participation des pays du Moyen-Orient est affirmée comme nécessaire mais la restructuration des sociétés devrait également passer par un interventionnisme accru des Etats-Unis, à la fois par un hard power (puissances militaires, guerres préemptives) et par un soft power (diffusion des valeurs démocratiques et des normes libérales). Le GMEI semble venir plutôt justifier les politiques diplomatiques et militaires déjà mises en place lors de la guerre en Irak. L'administration Bush cherche à justifier la guerre en Irak qui aurait pour but de créer un modèle démocratique au cœur du Moyen-Orient. La guerre devient alors une « ingénierie politique », « un outil pour refaçonner un pays et la région entière du Grand Moyen-Orient » (Güney, Gökcan, 2010).

Pour les pays européens, le GMEI représente les volontés impérialistes des Etats-Unis qui chercheraient à étendre son influence sur le Maghreb, remettant en cause le Partenariat Euro-Méditerranéen débuté en 1995. Les pays de la Ligue arabe s'engagent en mars 2004 à respecter un plan de démocratisation et de développement social. En 2004, le Maroc, le Pakistan et le Koweït obtiennent le qualificatif d'« allié majeur non-OTAN » des Etats-Unis pour leur effort en termes de démocratisation, rejoignant l'Egypte, Israël, la Jordanie et le Bahreïn (cf. carte).

II. Une vision géopolitique du Moyen-Orient

Les attentats du 11 septembre n'ont pas eu uniquement un effet sur les politiques américaines d'intervention militaire ou diplomatique. Ils ont également contribué à la formation d'une vision géopolitique du Moyen-Orient par les Etats-Unis. Cette vision participe d'une définition d'ennemis et d'alliés, dessine les limites du Moyen-Orient et justifie l'interventionnisme américain (Güney, Gokcan, 2010). Ces représentations géopolitiques ont des fondements idéologiques qui reposent plus sur la culture et l'histoire des Etats-Unis que sur une quelconque réalité dans les pays du Moyen-Orient.

1. La guerre contre le terrorisme : vision manichéenne et étatisation des enjeux

Les attentats contribuent à définir les ennemis et les alliés des Etats-Unis. Il ne s'agit pas d'une complète redéfinition mais bien plutôt d'une accentuation de la dichotomie entre des Etats qui sont des menaces pour la sécurité des Etats-Unis et des Etats qui participent à la stabilité de la région mais qui doivent mener parfois des réformes allant vers plus de démocratie. L'administration Bush réactive la notion de « rogue states », très utilisée dans les années 1990 mais abandonnée à la fin du gouvernement Clinton au profit de la notion de « states of concern ». Selon Jacques Beltran, la différence entre ces deux dénominations ne réside pas dans un changement de stratégies dans la politique américaine envers le Moyen-Orient, la notion de « states of concern » semblant être la version politiquement correcte de « rogue states ». Mais, la réactivation du terme de « rogue states » témoigne d'une explicitation plus forte de la vision manichéenne des Etats-Unis et de la description du système international selon une idéologie morale et des rapports de force (Beltran, 2001). Cette vision manichéenne se manifeste également dans la notion d'« axe du Mal » utilisée pour décrire les pays comme l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord et dans le slogan « Avec nous ou contre nous ». Dans le cadre de la guerre contre le terrorisme, sont considérés comme des menaces des Etats qui « sponsorisent le terrorisme » ou qui sont des « Etats faillis » qui fourniraient les conditions d'émergence et du maintien des réseaux terroristes.

On peut observer un double glissement dans la construction de la menace. Tout d'abord, la guerre contre le terrorisme se recentre sur le Moyen-Orient. Certes, la plupart des terroristes étaient de nationalité saoudienne l'Arabie saoudite n'est pourtant pas définie comme un « rogue state » et apparaît seulement un « allié problématique dans la lutte contre l'extrémisme islamique » (Croisier, 2005). Al-Qaida n'a cependant pas d'ancrage préférentiel dans les sociétés moyen-orientales. Il cultive plutôt un projet transnational global, s'inscrit dans des réseaux déterritorialisés qui ne sont pas uniquement au Moyen-Orient (Kenya, Balkans, Pakistan, etc...) et a une base territoriale en Afghanistan (Droz-Vincent, 2007). Un deuxième glissement s'effectue par un changement d'échelle de la menace et l'étatisation des enjeux. Ce ne sont pas uniquement des groupes-réseaux qui sont définis comme des menaces mais également des Etats. Il s'agit de lutter contre des régimes qui permettraient la sanctuarisation du terrorisme (Droz-Vincent, 2007). Les enjeux de la guerre contre le terrorisme s'étendent ainsi aux questions des armes de destruction massive et au manque de démocratie dans certains pays. Les autres pays se voient imposer des réformes étatiques et même les enjeux des institutions palestiniennes sont abordés selon une lecture étatique alors qu'il ne s'agit que d'une entité autonome administrant des territoires occupés (al-Husseini, 2011).

2. Un remodelage du Grand Moyen-Orient au profit d'un empire américain

Le GMEI s'inscrit dans le temps long des représentations géopolitiques du monde par les Etats-Unis. Il manifeste un « évangélisme démocratique » (Güney, Gökcan, 2010) qui s'appuie sur la destinée manifeste, mission divine de diffusion des valeurs de liberté, de justice et de progrès qui aurait été accordée aux Etats-Unis (Lacoste, 2003). Cette mission trouve ses sources dans l'histoire longue des Etats-Unis et a été reprise et exacerbée dans les années 1990 avec le développement de la pensée néoconservatrice et l'avènement d'un monde unipolaire.

Le GMEI proposé à partir de 2003 témoigne d'une vision globalisante et élargie du Moyen-Orient. En effet, sont intégrés les pays arabes du Moyen-Orient et du Maghreb mais également des pays

non arabes comme l'Iran, l'Afghanistan, la Turquie et Israël (cf. carte). Cette vision élargie permet aux Etats-Unis de « construire leur extra-territorialité militaire dans un système d'Etats souverains » (Güney, Gökcan, 2010), de justifier leur présence au Moyen-Orient face à la remise en cause de leur hégémonie dans la région après la guerre en Irak. « Le Moyen-Orient apparaît donc comme un champ d'intervention et de remodelage, plus qu'un lieu où les Etats-Unis trouveraient des puissances partenaires » (Droz-Vincent, 2007).

L'interventionnisme américain au Moyen-Orient et la vision géopolitique de la région à partir de 2001 témoignent à la fois d'évolutions liées au choc des attentats du 11 septembre mais s'inscrivent également dans la continuité des politiques et de la vision construite du monde affirmée par les Etats-Unis, en particulier après la Guerre froide.

Note :

(1) Pour une carte sur l'intervention américaine en Irak en 2003, voir l'article de Corentin Denis sur les Clés du Moyen-Orient : <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Les-sunnites-d-Irak-au-coeur-des-crises-depuis-2003-l-analyse-par-les-cartes>.

BIBLIOGRAPHIE :

- AL-HUSSEINI J., 2011, « Les attentats du 11 septembre 2001 et la question palestinienne », Politique étrangère, Vol. 3, p. 47-558.
- BELTRAN J., 2001, « Les Etats-Unis et le concept de « states of concern » : vers la fin du containment ? », AFRI, Vol. 2, p. 625-635.
- CROISIER C., 2005, « La doctrine Buch de remodelage du Grand Moyen-Orient : entre idéalisme et pragmatisme », Diploweb [en ligne], <https://www.diploweb.com/forum/croisier1.htm> (consulté le 20 mars 2018).
- DROZ-VINCENT P., 2007, Vertiges de la puissance : le « moment américain » au Moyen-Orient, Paris : La Découverte, 370 p.
- DROZ-VINCENT P., 2011, « Du 11 septembre aux révolutions arabes : les Etats-Unis et le Moyen-Orient », Politique étrangère, Vol. 3, p. 495-506.
- GUNEY A., GOKCAN F., 2010, « The « Greater Middle East » as a « Modern » Geopolitical Imagination in American Foreign Policy », Geopolitics, Vol. 15, p. 22-38.
- HANHIMAKI J.M., 2011, « Les Etats-Unis et le multilatéralisme depuis le 11 septembre », Politique étrangère, Vol. 3, p. 507-519.
- HOOP SCHEFFER (de) A., 2011, « Les Etats-Unis en Irak : les errances du regime change », Politique étrangère, Vol. 3, p. 559-572.
- LACOSTE Y., 2003, « Les Etats-Unis et le reste du monde », Hérodote, Vol. 2, n°109, p. 3-16.
- SAUL S., 2017, Conférence « Les Etats-Unis et le Moyen-Orient à l'heure de l'investiture de Trump », Université de Montréal, vidéo en ligne, <https://www.youtube.com/watch?v=YpEHdeWHXhk> (consulté le 23 mars 2018).

LES ETATS-UNIS AU MOYEN-ORIENT (4) :

LA GUERRE EN IRAK, DU *REGIME CHANGE* A LA CONTRE-INSURRECTION

(2003-2008)

Article publié le 25/04/2018 par Laura Monfleur

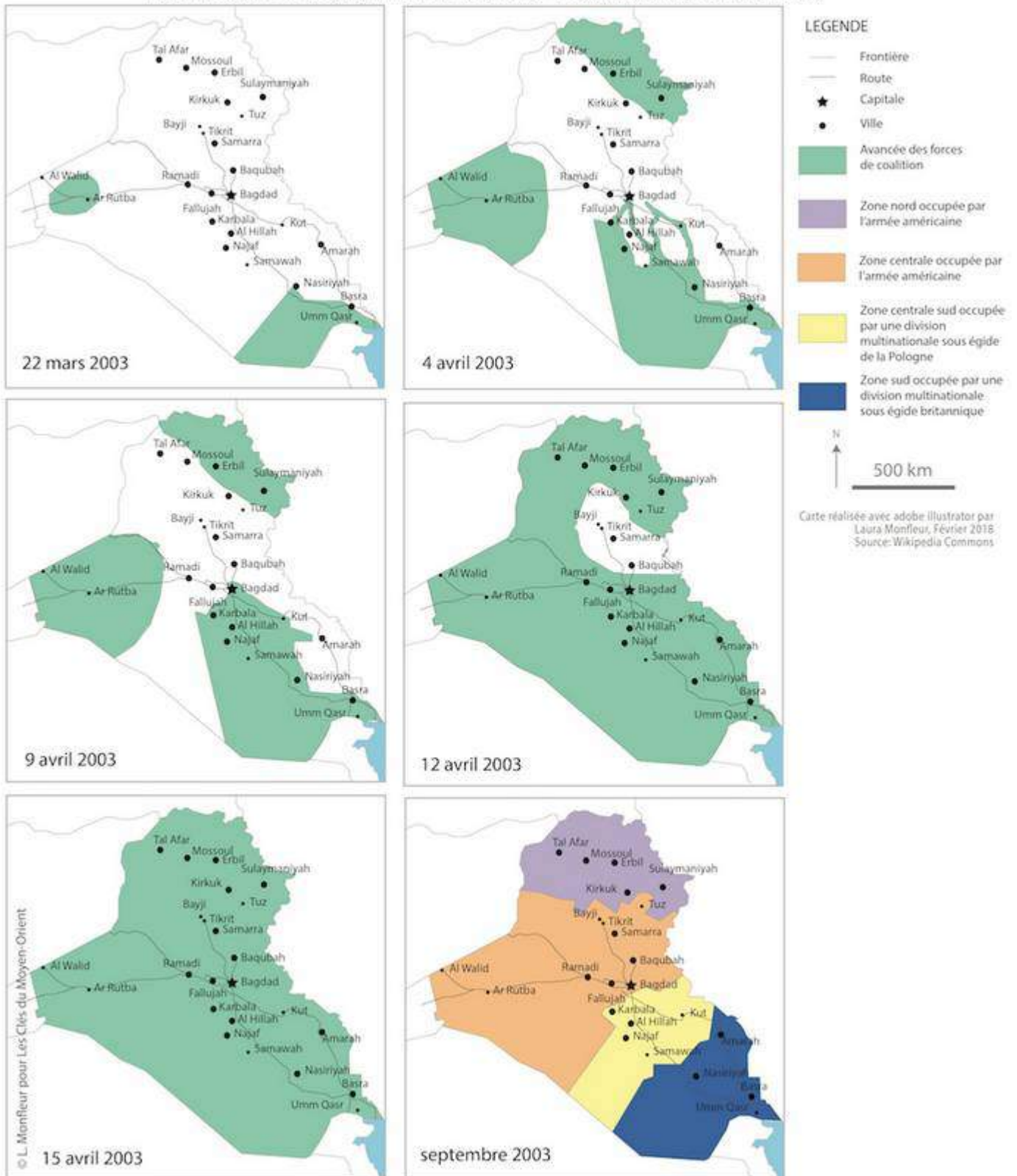
La guerre en Irak qui débute le 21 mars 2003 résulte du principe de guerre préventive défini par l'administration de George W. Bush (cf. Les Etats-Unis au Moyen-Orient (3)). Les raisons officielles invoquées pour l'opération Iraqi Freedom sont la lutte contre le terrorisme, la démocratisation et la pacification de l'Irak ainsi que la lutte contre la prolifération d'armes de destruction massive. Cependant, certains spécialistes évoquent d'autres raisons à l'origine de cette opération (Lacoste, 2003 ; Croisier, 2005), en particulier la mainmise sur les ressources pétrolières, la mise au pas un pays pouvant remettre en cause l'hégémonie des Etats-Unis dans la région, l'envoi un message à la Syrie et à l'Iran pour les dissuader d'être les « next ones » (les suivants) à contester la présence américaine au Moyen-Orient. Ainsi, pour Alexandra de Hoop Scheffer (2011), l'objectif initial de l'Iraqi Freedom n'était pas la démocratie mais l'élimination d'une menace pour les Etats-Unis et l'installation d'un régime client, soit un « remplacement de régime » plus qu'un « changement de régime ». Or, la théorie du regime change s'est avérée inefficace dans un contexte de montée de l'insurrection et des attaques terroristes, obligeant les Etats-Unis à infléchir leur stratégie vers celle de contre-insurrection, mise en place à partir de l'année 2007.

Le *regime change* en Irak (2003-2004)

Le *regime change* vise « la déposition armée d'un régime hostile et son remplacement par un autre - idéalement démocratique et libéral - plus favorable aux intérêts occidentaux » (Tenenbaum, 2011, p. 618). Il s'agissait de changer les élites dirigeantes sans affecter la société (Hoop Scheffer, 2011). Ce concept politique et stratégique est complété par une théorie militaire qui repose sur une « manœuvre aéroterrestre de haute intensité, ciblant au moyen des technologies de précision les centres de commandement du régime ennemi afin de le décapiter et de susciter son effondrement rapide » (Tenenbaum, 2011, p. 618-619). Cette théorie de la « transformation » militaire constitue « le bras armé de la politique du regime change » (Tenenbaum, 2011, p. 619).

La première phase de la guerre en Irak illustre ce concept de regime change et la théorie de la transformation militaire. En effet, les opérations menées dès le 21 mars 2003 reposent sur une avancée des troupes terrestres des forces de la coalition sous commandement américain associée à des bombardements de lieux stratégiques (les sièges du parti Baath, les édifices de l'armée, les infrastructures de transport) par l'aviation militaire. Il s'agit donc d'une guerre conventionnelle. Les troupes britanniques s'avancent vers Basra au Sud de l'Irak tandis que les troupes américaines se dirigent vers Bagdad. Basra tombe le 7 avril et Bagdad le 8 avril. Les avancées sont rapides (cf. carte) et le 1er mai, Georges W. Bush annonce l'achèvement des combats sous la bannière de l'expression « Mission accomplie » (1).

L'évolution de la situation lors de la Guerre d'Irak (mars-septembre 2003)



On peut noter que cette deuxième intervention américaine en Irak s'est déroulée dans un contexte différent de celui de la première guerre du Golfe. Celle-ci s'appuyait en effet sur une vaste coalition internationale sous l'égide de l'ONU et du droit international ; elle reposait sur une occupation temporaire sur une partie limitée du territoire et le refus de jouer la carte chiite et kurde en raison des inquiétudes turques et saoudiennes (Laurens, 2005). En 2003 en revanche, l'intervention semble plus unilatérale, la plupart des troupes sont américaines soutenues par des troupes britanniques et australiennes : à la mi-août 2003, il y avait 139 000 américains et 21 000

alliés dont 11 000 britanniques sur le territoire irakien (Laurens, 2005). Cette guerre est impopulaire en France, en Allemagne et en Russie, l'Espagne quitte la coalition en 2004 et l'ONU n'y apporte pas son soutien. Les Etats-Unis ont également souhaité le soutien des Kurdes turcs pour permettre le passage des troupes américaines sur son sol, même si la Turquie a refusé de participer à la coalition. De plus, l'occupation se fait sur tout le territoire irakien et s'installe dans la durée.

Dès 2003, l'administrateur de l'Irak, Paul Bremer, entame une « dé-baathisation » du régime : les cadres du parti Baath sont interdits d'exercer une fonction publique. L'armée est ainsi peu à peu démantelée, mettant au chômage des centaines d'hommes habitués à prendre les armes (Laurens, 2005). La reconstruction des infrastructures irakiennes se fait selon un modèle néolibéral et est confiée à des sociétés privées américaines (Laurens, 2005). Le 28 juin 2004, la souveraineté est néanmoins transférée à un gouvernement intérimaire irakien, fondé sur une base stricte de représentation confessionnelle et ethnique (Laurens, 2005).

Parallèlement, les opérations militaires se poursuivent : les fils de Saddam Hussein sont arrêtés et exécutés le 22 juillet 2003, Saddam Hussein est retrouvé dans la nuit du 13 au 14 décembre 2003.

Les « errances du *regime change* » (Hoop Scheffer, 2011) et la montée de l'insurrection (2004-2007)

La présence des Etats-Unis sur le territoire irakien est confrontée à la montée des attentats terroristes et à l'intensification d'une guérilla urbaine. En effet, malgré les discours du président américain insistant sur le fait que la mission est accomplie, des poches de résistance contre l'occupation américaine s'organisent. Ces groupes insurrectionnels sont divers : anciens cadres du parti baath, sunnites qui détiennent des villes comme Falloujah en plein cœur de ce que les Américains appellent le « triangle sunnite », islamistes (Al Qaïda, puis à partir de 2006, l'Etat islamique), chiïtes autour de l'armée du Mahdi de Muqtada al-Sadr qui contrôle la banlieue chiïte de Bagdad et des villes comme Najaf ou Kufa. Pour Henry Laurens (2005), cette insurrection devient plus nationaliste ou islamiste que baathiste. Les attentats contre l'occupation militaire américaine se multiplient : le 19 août 2003, le QG de l'ONU est ciblé à Bagdad, le 29 août 2003, des attentats ont lieu dans la ville de Najaf. Les élections en 2005 sont marquées également par une intensification de la guérilla et du cloisonnement communautaire (Laurens, 2005). En 2006, se déclare une guerre civile entre chiïtes et sunnites à la suite de l'attentat contre le sanctuaire Al-Askari à Samarrah.

Les Etats-Unis changent alors leurs tactiques militaires en mettant en place des attaques limitées mais répétées, avec une puissance de feu maximale, tandis que politiquement, ils prônent une ouverture du gouvernement aux anciens cadres du parti Baath. C'est dans ce contexte que les Etats-Unis mènent une offensive à Fallujah contre les insurgés sunnites à deux reprises en 2004 : l'opération Vigilant Resolve puis l'opération Phantom Fury. Ils interviennent également à Najaf en août 2004 et à Bagdad en août 2006 dans le cadre de l'opération Together Forward.

Or, le développement du terrorisme et de l'insurrection résulte notamment de la stratégie américaine en Irak qui a augmenté l'antiaméricanisme parmi les Irakiens :

- ▶ l'affaiblissement de l'Etat et de l'armée par la « dé-baathisation » du régime a favorisé le développement de « forces centrifuges » (Hoop Scheffer, 2011) comme les groupes islamistes et les milices paramilitaires qui ont remplacé l'Etat dans le fournissement des services et de la sécurité. Les Etats-Unis ne sont pas parvenus à reconstituer un Etat et à nationaliser les forces de sécurité (Laurens, 2005).
- ▶ La fondation d'un gouvernement sur des bases confessionnelles et ethniques a alimenté les tensions interconfessionnelles (Hoop Scheffer, 2011).
- ▶ Les Américains ont adopté une « approche minimaliste » (Hoop Scheffer, 2011) de la reconstruction. Les sociétés privées devaient ramener les infrastructures à leur état de préconflit alors qu'elles avaient déjà été détruites par la première guerre du Golfe et les sanctions qui l'ont

suivie. Ces sociétés ont été dans l'incapacité de fournir les Irakiens en eau et en électricité et ont mené parfois une reconstruction hâtive alors qu'elles disposaient de sommes importantes venant des Etats-Unis.

► Les Américains ne disposaient pas d'une culture du maintien de l'ordre et les bavures se sont multipliées. Des actes de torture notamment dans la prison d'Abou Ghraib ont été révélés.

► Le *regime change* supposait une orientation spontanée vers la démocratie après la chute de Saddam Hussein. Cette idée reposait sur le « pari de la convergence » (Hoop Scheffer, 2011), selon lequel, l'intérêt pour la démocratie des Américains rejoignait celui des Irakiens. Cette hypothèse témoignait d'une méconnaissance et d'une absence de prise en compte de la population irakienne par les Etats-Unis. Les Etats-Unis se sont « rapidement installé[s] dans une position totale ou d'autarcie » dans des bases militaires, « manquant de spécialistes de la région » et « incapable d'établir des relations personnelles avec la population qu'[ils se sont] rapidement aliéné[s] » (Laurens, 2005, p. 278).

La stratégie de contre-insurrection (2007-2008)

La situation en Irak se caractérise donc de plus en plus par une guerre asymétrique où l'adversaire n'est pas étatique et n'est pas organisé de manière hiérarchique et où les combats se déroulent principalement en milieu urbain (Gregory, 2008). L'utilisation de la puissance de feu provoque de nombreux dommages collatéraux et est inadaptée à identifier et cibler les insurgés qui dématérialisent leurs réseaux de commandement et sont difficilement distingués du reste de la population (Tenenbaum, 2011). De plus, l'armée américaine juge de plus en plus nécessaire de réduire le fossé entre les troupes militaires et la population.

Les Etats-Unis mettent alors en place une stratégie de contre-insurrection (COIN) qui émane à la fois d'une adaptation tactique de la part de l'armée et d'une réflexion stratégique de think-tanks américains. Cette stratégie avait été abandonnée au profit d'une guerre de haute intensité à la suite de sa mise en place et de son échec lors de la guerre du Vietnam (Gregory, 2010 ; Tenenbaum, 2011). Elle est mise en œuvre par le général David Petraeus qui est porté à la tête des forces de coalition en Irak, et qui publie notamment un manuel de la contre-insurrection en 2006.

Le « *surge* » dans cette théorie de la contre-insurrection comporte l'idée de remettre au centre des tactiques militaires les populations et insiste sur la protection des civils dans le cadre des opérations militaires. Selon le général David Petraeus, cette « immersion dans les gens et leurs vies » devait permettre une réhabilitation du concept de « civil », de réduire ainsi le nombre de victimes civiles et de rejeter la déshumanisation des adversaires. Il s'agissait d'une approche psychologique d'une guerre centrée sur une compréhension, un échange culturel, une « conquête des cœurs et des esprits » (Tenenbaum, 2011). Or, cette nouvelle doctrine ne peut être réduite à cette définition et ne repose pas uniquement sur un emploi restreint du feu mais également sur un quadrillage du territoire selon des moyens pléthoriques et sur une durée illimitée des opérations (Tenenbaum, 2011). Elle ne correspond pas à un désengagement militaire du champ de bataille, et a même contribué à une augmentation des sommes dépensées : les opérations de 2003 qui ont conduit à la chute du régime de Saddam Hussein ont coûté 53 milliards de dollars tandis que le *surge* mené en 2007 aurait coûté 140 milliards (Tenenbaum, 2011). Le *surge* a été principalement mis en œuvre à Bagdad en février 2007 dans le cadre du second plan de sécurité et de l'opération *Imposing the Law* menée par le Général Petraeus. En effet, dans la tactique contre-insurrectionnelle, Bagdad est définie comme une priorité, l'armée américaine ayant annoncé que 80% des violences interconfessionnelles se déroulaient dans un rayon d'environ 50 km de la capitale (Gregory, 2008). Le *surge* a été évalué comme étant un succès par l'administration Bush, les violences interconfessionnelles ayant diminué. Néanmoins, ce succès est relatif, cette diminution notamment à Bagdad pouvant être attribuée à d'autres facteurs (cf. partie suivante).

En juillet 2008, George W. Bush annonce que les troupes américaines se retireront des agglomérations irakiennes à la fin de l'année 2009 et que les troupes combattantes se retireront complètement du territoire irakien en décembre 2011. Fin 2008, il restait 14 brigades américaines.

Note :

(1) Pour une autre carte sur la guerre en Irak, voir l'article de Corentin Denis sur les sunnites en Irak : <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Les-sunnites-d-Irak-au-coeur-des-crises-depuis-2003-l-analyse-par-les-cartes.html>.

Bibliographie :

CROISIER C., 2005, « La doctrine Bush de remodelage du Grand Moyen-Orient : entre idéalisme et pragmatisme », Diploweb [en ligne], <https://www.diploweb.com/forum/croisier1.htm> (consulté le 20 mars 2018).

GREGORY D., 2008, « The Biopolitics of Baghdad : Counterinsurgency and the counter-city », *Human Geography. A new radical Journal*, Vol. 1, p. 6-27.

GREGORY D., 2010, « Seeing Red : Baghdad and the event-ful city », *Political Geography*, Vol. 29, p. 266-279.

HOOP SCHEFFER (de) A., 2011, « Les Etats-Unis en Irak : les errances du regime change », *Politique étrangère*, Vol. 3, p. 559-572.

LACOSTE Y., 2003, « Les Etats-Unis et le reste du monde », *Hérodote*, Vol. 2, n°109, p. 3-16.

LAURENS H., 2005 [seconde édition], *L'Orient arabe à l'heure américaine. De la guerre du Golfe à la guerre d'Irak*, Paris : Armand Colin, 453 p.

TENENBAUM E., 2011, « L'Amérique en guerre : grandeur et décadence de la contre-insurrection », *Politique étrangère*, Vol. 3, p. 617-629.

LES ETATS-UNIS AU MOYEN-ORIENT (5) : LE CAS DE BAGDAD

(2003-2008)

Article publié le 03/05/2011 par Laura Monfleur

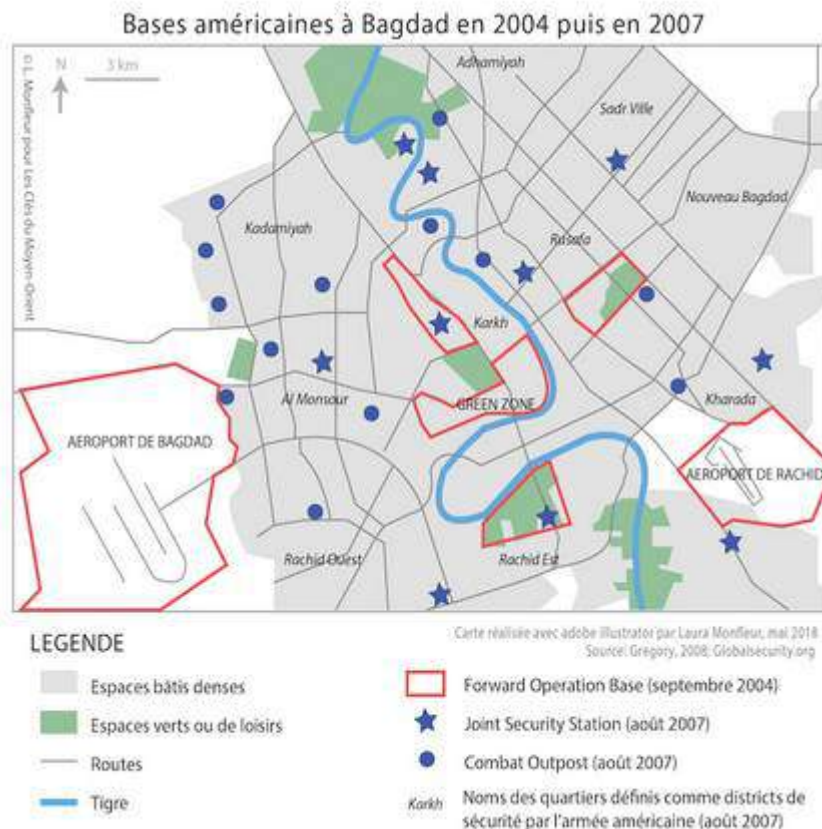
Bagdad est un champ de bataille majeur lors de la guerre en Irak. Sa sécurisation et sa stabilisation dans les années qui suivent sont des enjeux importants pour les Etats-Unis. L'étude de la présence américaine dans la capitale permet d'illustrer le passage de la stratégie de regime change à celle de la contre-insurrection à partir de 2007 (cf. Les Etats-Unis au Moyen-Orient (4)).

La prise de Bagdad (avril 2003)

La capitale a été tout d'abord bombardée par l'aviation américaine, afin de préparer l'offensive terrestre. L'armée américaine, entrée dans le pays par le Sud, arrive aux portes de Bagdad le 3 avril 2003. La ville est défendue par la Garde républicaine de Saddam Hussein. Deux lieux sont particulièrement considérés comme des sites clés par les Etats-Unis : l'aéroport de Bagdad à l'ouest et le quartier du palais présidentiel près du fleuve Tigre (Laurens, 2005). L'aéroport est pris par l'armée américaine le 4 avril et le palais présidentiel le 7 avril. Le 9 avril, une statue de Saddam Hussein est renversée par un char américain sur le square Firdos. Hautement symbolique, cette destruction marque la fin de l'offensive et le renversement du régime de Saddam Hussein, qui est annoncé officiellement le 12 avril par les Etats-Unis, après la chute des dernières poches de résistance dans la capitale.

La prise de Bagdad s'est accompagnée de pillages dans les administrations publiques, les hôpitaux, les écoles, les maisons des cadres baathistes, excepté le ministère du Pétrole protégé par les troupes américaines (Laurens, 2005). Le musée de Bagdad et la bibliothèque nationale ont été également pillés : certaines pièces du musée ont été sauvées par les conservateurs mais les archives patrimoniales irakiennes ont été détruites (Laurens, 2005). Pour Henry Laurens, « la chute du régime entraîne la disparition de toute force de l'ordre et une généralisation de l'anarchie » (p. 246).

La mise en place de bases militaires (2003-2006)



Face à la persistance des combats et l'instabilité sécuritaire, les Américains s'installent durablement dans la capitale. Ils mettent en place notamment des bases militaires (les Forward Operating Bases, FOB). Ces espaces fortement fortifiés sont construits comme des espaces sûrs de projection des troupes américaines lors des opérations tactiques (Gregory, 2008). Les troupes américaines se sont notamment déployées depuis ces bases lors de l'Opération Together Forward (27 août 2006). Un couvre-feu a alors été imposé, des checkpoints, des patrouilles et des raids ont été mis en place (Gregory, 2010). Les bases militaires ont été installées dans toute la capitale en particulier dans les lieux stratégiques comme l'aéroport de Bagdad, l'ancien quartier présidentiel ou dans les lieux de loisirs disposant d'assez d'espaces pour y faire résider les troupes militaires (cf. carte). La principale base est la Green Zone.

La Green Zone est un espace de 10 km² mis en place en avril 2003 dans l'ancien quartier du palais présidentiel où se trouvaient également les habitations des dignitaires irakiens, le quartier général du parti baath qui était en construction, le Musée de l'Histoire Militaire, la Tombe du Soldat Inconnu et le centre de Convention. C'est un espace fortement sécurisé par l'armée américaine et séparé du reste de la ville par des check-points, des barbelés et des murs. Ainsi, l'armée américaine formalise les frontières d'un quartier qui représentait auparavant la « richesse et les prétentions du régime baath » (Parker, 2012, p. 99). Les Etats-Unis ont par ailleurs installé leur quartier général puis leur ambassade dans l'ancien palais présidentiel. Le centre de convention est utilisé pour les conférences de presse des forces de coalition (Global Security Group). Ce quartier où résident troupes militaires, chefs de l'état-major, dirigeants des compagnies de reconstruction est conçu comme étant auto-suffisant avec des supermarchés, un cinéma, un hôpital, un gymnase, une école. Les infrastructures et les services se sont développés et se sont améliorés au fur et à mesure que l'occupation américaine en Irak se pérennisait. Ces services et infrastructures sont notamment fournis par des compagnies privées comme Kellogg, Brown et Root Services, un sous-traitant de Halliburton, une compagnie américaine fournissant des services à l'industrie pétrolière et gazière (Global Security Group).

L'isolement physique des bases militaires a été fortement critiqué par les spécialistes de la question. Ces bases ont participé à « une des occupations les plus isolées dans l'histoire », selon George Packer (2005), et sont des no go zone pour les Irakiens, empêchant la création d'un contact entre la population locale les Américains (Johnson, 2003 ; Chandrasekaran, 2006). Pour Chalmers Johnson (2003), au sein de ces bases est créée une « version hollywoodienne de la vie » qui contraste avec la réalité quotidienne des populations locales. Pour mettre en évidence cette vie parallèle et isolée, Rajiv Chandrasekaran décrit la Green Zone comme « la ville Émeraude », en référence à la ville fantastique dans le Magicien d'Oz, par opposition au reste de la ville qui est considérée comme dangereuse et communément appelée Red Zone.

La contre-insurrection face à une guérilla urbaine (2007-2008)

La présence de ces bases sécurisées s'explique par – mais également renforce – l'émergence d'une opposition à la présence américaine qui prend la forme d'une guérilla urbaine et d'attentats terroristes. Ces derniers se multiplient dans la capitale (1). Face à cette guérilla, les États-Unis adoptent une stratégie de contre-insurrection, le surge, développée et mise en place par le Général David Petraeus. Cette stratégie met la population au centre des opérations militaires et cible la capitale comme un terrain majeur de cette contre insurrection : en effet, selon l'armée américaine, 80% des violences sectaires auraient lieu dans un rayon de 50 km autour de la capitale (Gregory, 2008).

Concrètement, les troupes dont le nombre s'accroît sont dispersées depuis les FOB vers des Joint Security Stations et des Combat Outposts. Ces bases sont de plus petite dimension et moins isolées que les FOB. Elles sont donc censées favoriser le contact avec la population locale tout en garantissant un contrôle quartier par quartier (Gregory, 2008). La ville est découpée par l'armée américaine en districts de sécurité (cf. carte). C'est à partir de ces nouvelles bases que les troupes sont déployées lors de l'Opération Imposing the Law qui débute en avril 2007. En juillet 2007, l'armée américaine annonce avoir sécurisé 50% des quartiers. En septembre, le général Petraeus annonce devant le Congrès que les violences interconfessionnelles ont diminué de 80% par rapport à l'année précédente, attribuant cette diminution majoritairement à la contre-insurrection américaine (Gregory, 2008).

Cependant, la réussite du surge doit être nuancée à plus d'un titre selon Derek Gregory (2008) :

▸ Le surge au sein de la capitale s'est accompagné d'une recrudescence des frappes aériennes et terrestres américaines et donc de la puissance de feu dans les villages autour de la capitale lors de l'Opération Phantom Thunder. La mort de civils a augmenté au début de l'année 2007 malgré la volonté de remettre au cœur des opérations militaires le contact avec la population locale (Gregory, 2008).

▸ Les différentes opérations américaines dont le surge n'ont pas permis d'empêcher l'éviction des sunnites de certains quartiers lors de la guerre civile avec les chiites à la suite de l'attaque de la mosquée chiite Al-Askari à Samarra en février 2006. Dans les années 1950, 90% de la ville était sunnite, et elle est devenue à 75% chiite en 2007 (Gregory, 2008).

▸ La diminution des violences interconfessionnelles peut être attribuée principalement au renforcement de la ségrégation entre chiites et sunnites, les points de contact entre ces deux confessions étant ainsi plus restreints dans l'espace de la capitale. La contre-insurrection se déroulant après et pendant ce nettoyage ethno-confessionnel n'aurait eu qu'un effet limité dans cette réduction (Gregory, 2008 ; Agnew, Gillespie, Gonzalez, 2008).

Notes :

(1) Pour une carte avec les attentats terroristes à Bagdad, voir l'article de Corentin Denis : <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Les-sunnites-d-Irak-au-coeur-des-crises-depuis-2003-l-analyse-par-les-cartes.html>.

BIBLIOGRAPHIE :

AGNEW J., GILLESPIE T., GONZALEZ J., 2008, « Baghdad Nights : Evaluating the US Military

« Surge » Using Nighttime Light Signatures », *Environment and Planning A : Economy and Space*, Vol. 40, p. 2285-2295.

CHANDRASEKARAN R., 2006, *Imperial Life in the Emerald City : Inside Iraq's Green Zone*, New York : Alfred Knopf.

GREGORY D., 2008, « The Biopolitics of Baghdad : Counterinsurgency and the counter-city », *Human Geography. A new radical Journal*, Vol. 1, p. 6-27.

GREGORY D., 2010, « Seeing Red : Baghdad and the event-ful city », *Political Geography*, Vol. 29, p. 266-279.

JOHNSON C., 2003, « America's Empire of Bases », *The Asia-Pacific Journal*, Vol. 1, n°5.

LAURENS H., 2005 [seconde édition], *L'Orient arabe à l'heure américaine. De la guerre du Golfe à la guerre d'Irak*, Paris : Armand Colin, 453 p.

PACKER G., 2005, *The Assassins' Gate : America in Iraq*, New York : Farrar, Strauss and Giroux.

PARKER N., 2012, « The Iraq We Left Behind : Welcome to the World's Next Failed State », *Foreign Affairs*, Vol. 91, n°2, p. 94-110.

Site du Global Security Group : <http://www.globalsecurity.org>

LES ETATS-UNIS AU MOYEN-ORIENT (6) :

BILAN DE LA PRESIDENTIELLE DE GEORGES W. BUSH

(2004-2008)

Article publié le 10/05/201 par **Laura Monfleur**

Face aux difficultés vécues sur le terrain de la guerre en Irak, les Etats-Unis ont infléchi leurs stratégies de guerre conventionnelle vers une guerre anti-insurrectionnelle sous le second mandat de Georges W. Bush (cf. Les Etats-Unis au Moyen-Orient (5) et Les Etats-Unis au Moyen-Orient (6)). Malgré ces changements, les différents spécialistes de la question font le constat de l'échec de la politique américaine au Moyen-Orient à la fin de ce second mandat (Bauchard, 2007 ; Lind, 2007 ; Copolani, 2010 ; Hoop Scheffer, 2008 ; 2011).

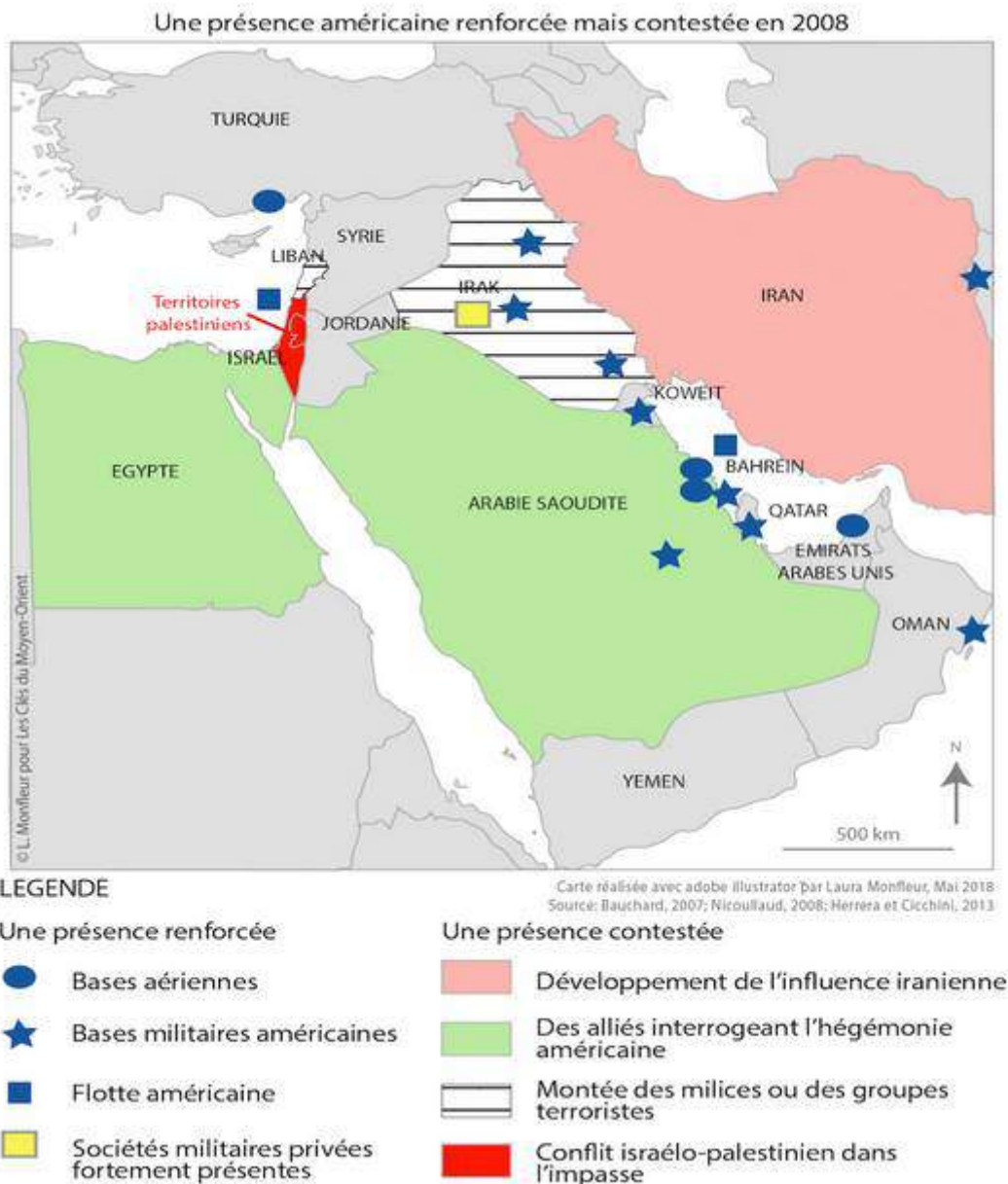
Il s'agit dans cet article de dresser le bilan de la politique américaine en 2008 et des enjeux laissés en héritage au président suivant.

Le bilan de la guerre en Irak : une présence renforcée mais contestée

La Guerre en Irak a laissé le pays dans une situation d'éclatement (Bauchard, 2007) : l'Etat, l'armée et la police ont été affaiblis par la débaathisation ; le contrôle des territoires et la sécurité sont aux mains de 23 milices armées. La contre-insurrection américaine n'a pas empêché le nettoyage ethnique. Malgré quelques résultats ponctuels notamment lors du *surge* à Bagdad, cette guerre a eu pour corollaire le développement des milices et des menaces terroristes. La guerre contre le terrorisme a plus conduit à une « sanctuarisation du territoire américain » qu'à une stabilisation du Moyen-Orient (Bauchard, 2007).

Pour sa part, Michael Lind (2007), écrivain et journaliste américain, qualifie la guerre en Irak d'échec militaire mais également d'échec idéologique. En effet, c'est toute la stratégie de démocratisation du Moyen-Orient et de *regime change* des néo-conservateurs qui est remise en cause. Pour Alexandra de Hoop Scheffer (2011), la guerre en Irak « a contribué à geler le débat autour de la « démocratisation » dans le monde arabe, faisant de ce terme un tabou, trop associé à sa dimension militaire : la « guerre contre le terrorisme » » (p. 560). Selon elle, la démocratie imposée en Irak par les Etats-Unis est devenue un « contre-modèle » qui n'a pas eu l'effet domino attendu mais un « effet domino inversé », les autres pays se détournant du modèle de démocratisation et de pacification imposé par les Etats-Unis. Alexandra de Hoop Scheffer (2008) souligne ainsi une « perte de sens » de l'intervention américaine en Irak : les Etats-Unis n'ont pas de projet politico-militaire clairement fixé pour l'Irak, ils peinent à définir des interlocuteurs irakiens précis face à la multiplication des milices et à la faiblesse de la légitimité du régime de Maliki, ils

ont perdu leur capacité de façonner le gouvernement après les élections irakiennes en 2005. Les Etats-Unis, qui ne souhaitaient pas au début de la guerre en Irak s'engager dans les questions intérieures, se retrouvent contraints de jouer un rôle d'arbitre et de négocier avec les différentes factions communautaires, renforçant la dépendance de l'Irak aux Etats-Unis (Hoop Scheffer, 2008).



L'image des Etats-Unis a ainsi été écornée par cette guerre, discréditant la politique unilatérale et hégémonique des néo-conservateurs et la possibilité d'une intervention américaine ailleurs dans le monde (Lind, 2007). Même parmi ses alliés comme l'Egypte et l'Arabie saoudite, des interrogations sur la capacité des Etats-Unis à assurer la sécurité du *Great Middle East* (qui prend ensuite le nom de *Broader Middle East and North Africa* à partir de juin 2004) se font entendre. Les réformes demandées par les Etats-Unis sont repoussées. Lors du sommet de Riyad en 2007, l'Arabie saoudite dénonce même l'occupation américaine en Irak et apporte son soutien aux sunnites irakiens (Bauchard, 2007).

A la fin de la présidence de Georges W. Bush, il y a bien une volonté de se désengager. Le président annonce en janvier 2007 que l'engagement américain n'est pas illimité dans le temps, puis en novembre 2007 que le contrôle complet sera bientôt donné aux forces irakiennes. En juillet 2008, il affirme que les troupes américaines se retireront des agglomérations irakiennes à la fin de l'année 2009 et que les troupes combattantes se retireront complètement du territoire irakien en

décembre 2011. On observe ainsi une baisse des effectifs militaires américains qui passent de 218 500 en septembre 2007 à 183 100 en juin 2008 (Herrera, Cicchini, 2013).

Cependant, l'occupation renforce sur le long terme la présence américaine sur le territoire irakien et au Moyen-Orient en général (cf. carte). A partir de 2001, l'affermissement et la diversification des positions américaines au Moyen-Orient sont passés par une hausse importante de bases militaires dans la région (Herrera, Cicchini, 2013). De plus, s'il y a bien un désengagement des troupes militaires, il s'est accompagné d'une sous-traitance des services par des sociétés militaires privées américaines, comme Halliburton, qui s'occupent de la maintenance et de la construction des installations militaires, de la protection de sites stratégiques, du ravitaillement ou du renseignement. L'Irak est un terrain d'action privilégié du « nouveau marché de la guerre » avec 300 sociétés américaines, employant environ 126 000 personnes, selon une estimation basse (Herrera, Cicchini, 2013).

Le processus de paix israélo-palestinienne dans l'impasse

A partir du 11 septembre 2001 et de la mise en place de la guerre contre le terrorisme, le conflit israélo-palestinien n'occupe pas une place centrale dans la pensée géopolitique et la stratégie des Etats-Unis : les conflits sont pensés en terme de « choc des civilisations », pour reprendre les termes de Samuel Huntington, plus qu'en terme d'opposition entre deux nationalismes (Copolani, 2010). Quelques tentatives ont été néanmoins menées en 2002 avec l'instauration d'une feuille de route pour parvenir à un plan de paix et créer un Etat palestinien d'ici 2005. Cependant, jusqu'en 2007, la stratégie, notamment de Condoleezza Rice, est de mener une « diplomatie transformationnelle » : favoriser des changements vers une plus grande démocratie dans les sociétés plutôt que de favoriser l'émergence d'accords entre les deux autorités politiques. Or, la transformation de l'Autorité palestinienne exigée par les Etats-Unis a conduit à la victoire du Hamas lors des élections en janvier 2006, alors qu'ils souhaitaient un renforcement du Fatah (Copolani, 2010). Le Hamas s'empare de la bande de Gaza tandis que la colonisation israélienne se poursuit. C'est dans ce contexte que les Etats-Unis réactivent leurs tentatives de parvenir à une résolution du conflit, en organisant la conférence d'Annapolis en 2007. Pour Antoine Copolani (2010), cette conférence ne fait « qu'entériner les blocages » (p. 193), le Hamas étant exclu des négociations, et la réactivation du processus de paix n'est qu'un moyen de redorer l'image des Etats-Unis dans la région. Selon ce même chercheur, les deux mandats de Bush sont caractérisés par un « enlisement » voire « un vrai recul » (p. 203) de la résolution du conflit israélo-palestinien.

La montée de l'influence iranienne dans la région

La déstabilisation de l'Etat irakien et donc la disparition d'une puissance qui se voulait hégémonique dans la région a eu pour corollaire le développement de l'influence iranienne et de ses alliés chiites comme le Hezbollah au Liban ou la milice de Moqtada el-Sadr en Irak (Bauchard, 2007, Hoop Scheffer, 2011). Face aux contestations grandissantes envers l'occupation en Irak et à l'absence américaine dans la gestion du conflit israélo-palestinien, l'Iran se fait le « champion de la cause palestinienne et de la résistance à « l'impérialisme américain et à l'expansion sioniste » » (Bauchard, 2007, p. 407).

Selon François Nicoullaud (2008), les Etats-Unis mènent « une guerre froide » ou une « guerre de l'ombre » (p. 486) avec l'Iran sur les terrains diplomatique, économique, culturel et nucléaire. La confrontation n'est pas directe mais passe par le biais de représentation géopolitique et médiatique, l'Iran faisant partie de « l'axe du Mal », selon les Etats-Unis. Ces derniers ne disposent pas d'ambassade à Téhéran. Face à la menace nucléaire et terroriste que représente l'Iran, les Etats-Unis jugent que les sanctions du Conseil de sécurité (résolution 1747) sont peu contraignantes (Bauchard, 2007), et adoptent donc également des sanctions économiques. Ils s'opposent notamment à l'entrée de l'Iran dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

L'*Iran-Libya Sanctions Act* (1996) qui interdit tout investissement de plus de 40 millions de dollars dans le domaine pétrolier est renforcé en 2007 par des mesures dans le domaine financier : les banques iraniennes sont interdites de travailler aux Etats-Unis ou avec des banques américaines,

le Trésor américain conseille aux banques des autres pays de se retirer de l'Iran, ce qu'ont fait notamment des banques allemandes et suisses (Nicoullaud, 2008). Ces mesures sont jugées efficaces par certains commentateurs (Bauchard, 2007 ; Nicoullaud, 2008), notamment dans les domaines de la haute technologie : les infrastructures pétrolières et aériennes sont vieillissantes, la production de pétrole baisse. Cependant, elles n'ont pas fait plier l'Iran en matière de politique extérieure et de politique nucléaire. En 2007 et 2008, des rumeurs et des débats au sein des Etats-Unis évoquent plusieurs scénarios d'évolution de la politique américaine envers l'Iran : une possible invasion comme en Irak, un encouragement à l'irrédentisme des minorités (Kurdes, Arabes, Baloutches), une aide à l'émancipation de la société civile (Nicoullaud, 2008). Le scénario d'une invasion en Iran est cependant écarté car les Etats-Unis ne veulent pas reproduire l'expérience irakienne. A partir de 2006, on observe même une inflexion de la politique des Etats-Unis qui modèrent leur discours et laissent certains pays européens mener des tentatives de conciliation avec l'Iran, sans toutefois instaurer de véritable dialogue avec ce pays (Nicoullaud, 2008).

Conclusion : une politique évolutive sous Georges W. Bush mais des héritages pesants à gérer

Les dernières années de la présidentielle de Georges W. Bush sont marquées par des modifications dans la stratégie militaire et diplomatique. Cependant, ces modifications ne sont pas une refonte complète mais plutôt des inflexions légères qui n'ont pas l'effet escompté de démocratisation, de pacification et de stabilisation de la région. La politique des années 2000 préparée dès les années 1990 par l'émergence d'une doctrine néo-conservatrice a renforcé des enjeux déjà présents qui devront être gérés par le président suivant : la montée du terrorisme et des milices, la déstabilisation de certains Etats comme l'Irak et le Liban, la question de la prolifération nucléaire et de l'influence iranienne, le conflit israélo-palestinien (cf. carte).

BIBLIOGRAPHIE :

BAUCHARD D., 2007, « Un Moyen-Orient en recomposition », *Politique étrangère*, Vol. 2, p. 397-410.

COPOLANI A., 2010, « Les années Bush et le conflit israélo-palestinien : un bilan », *Politique étrangère*, Vol. 1, p. 193-204.

HERRERA R., CICCHINI J., 2013, « Notes sur les bases et les effectifs militaires états-uniens à l'étranger », *Documents de travail du Centre d'Economie de la Sorbonne*.

HOOP SCHEFFER (de) A., 2008, « l'Irak : une Amérique en quête de sens », *Politique américaine*, Vol. 1, n°10, p. 13-34.

HOOP SCHEFFER (de) A., 2011, « Les Etats-Unis en Irak : les errances du regime change », *Politique étrangère*, Vol. 3, p. 559-572.

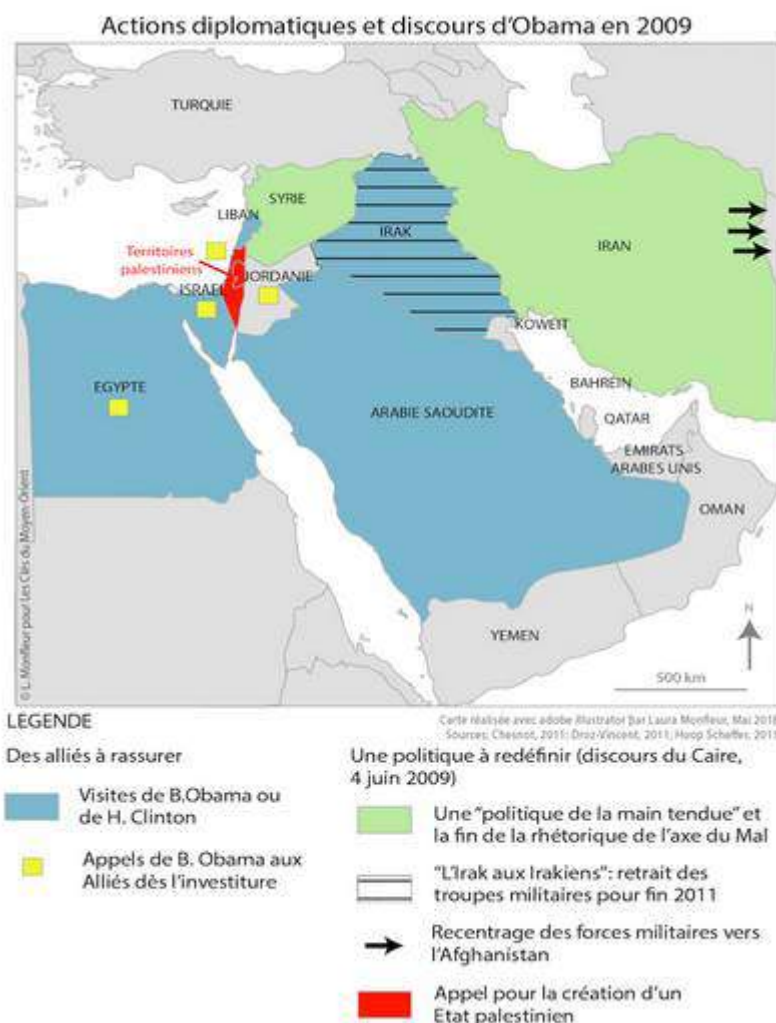
LIND M., 2007, « Le monde après Bush », *Le Débat*, Vol. 1, n°143, p. 105-112.

NICOULLAUD F., 2008, « Les relations Iran-Etats-Unis. A la recherche du « regime change » », *AFRI*, Vol. 9, p. 483-496.

LES ETATS-UNIS AU MOYEN-ORIENT (7) : VISITES ET DISCOURS DIPLOMATIQUES DE BARACK OBAMA (2009)

Par Laura Monfleur. Article publié le 25/05/2018

Les deux mandats du président Georges W. Bush ont laissé de lourds héritages à gérer dans la région du Moyen-Orient (Samaan, 2009 ; Chesnot, 2011 ; Droz-Vincent, 2011 ; Coppolani, 2012) : un Irak fragmenté et soumis aux troubles confessionnels et terroristes, des négociations avec l'Iran et la Syrie dans l'impasse, un processus de paix israélo-palestinien bloqué (cf. Les Etats-Unis au Moyen-Orient (6)). Après son élection, le président Barack Obama cherche à imposer une nouvelle vision de la région et une nouvelle stratégie américaine, en rassurant ses alliés par des visites et des discours diplomatiques. L'élection de Barack Obama marque-t-elle une véritable rupture avec l'administration Bush ?



Visites et discours diplomatiques d'Obama

Après son investiture, Barack Obama cherche à rassurer ses principaux alliés au Moyen-Orient. Il téléphone ainsi à Mahmoud Abbas, président de l'[Autorité palestinienne](#), Hosni Moubarak, président de l'Egypte, et au roi Abdallah II de Jordanie. Hillary Clinton, secrétaire d'Etat, se rend en Irak le 25 avril 2009 puis au Liban le 26 avril 2009, et le roi Abdallah II de Jordanie et Hosni Moubarak sont reçus à la Maison Blanche respectivement le 22 avril 2009 et le 18 août 2009. Barack Obama pour sa part se rend le 3 juin en Arabie saoudite et le 4 juin en Egypte. Le but de ces visites diplomatiques est d'assurer les liens entretenus entre ces pays et les Etats-Unis en

essayant de reconquérir une légitimité et une crédibilité américaine au Moyen-Orient (Droz-Vincent, 2011 ; Rougé, 2017).

C'est dans ce contexte que Barack Obama donne le discours du Caire le 4 juin 2009. Il y évoque les principaux enjeux ainsi que sa nouvelle vision pour la région. Tout d'abord, il abandonne la rhétorique idéologique de la guerre du Bien contre le Mal et de l'axe du Mal développé par l'Administration Bush. Il s'agit de fonder « un nouveau départ pour les Etats-Unis et les musulmans du monde entier » qui reposerait sur « l'intérêt » et le « respect mutuel » (Chesnot, 2011). Le déploiement de la puissance américaine dans la région devrait prendre en compte l'existence d'autres acteurs tels que la communauté internationale, résumé par l'expression « engaging the world » (Droz-Vincent, 2011). Barack Obama cherche ainsi à « redonner une centralité émotionnelle à la puissance américaine » et à la « relocaliser », en évitant un point de vue surplombant et idéologique et en impliquant les acteurs locaux et leurs perceptions (Droz-Vincent, 2011, p. 498). Il délivre une vision plus pragmatique de la stratégie américaine dans la région en opposant la logique d'une guerre préemptive contre le terrorisme à une logique d'une guerre nécessaire et en opposant l'idée de démocratisation par le haut à l'idée de normalisation de la région (Droz-Vincent, 2011). En effet, Barack Obama annonce un [retrait](#) complet des troupes militaires américaines d'Irak pour la fin de l'année 2011. Il cherche également à normaliser les relations avec la Syrie et l'Iran par sa « politique de la main tendue ». Enfin, Barack Obama se prononce pour la création d'un Etat palestinien indépendant et énonce les conditions nécessaires à la coexistence de l'Etat palestinien et de l'Etat israélien : une reconnaissance du droit à exister de ces pays notamment par le [Hamas](#), l'arrêt de la [colonisation](#) israélienne dans les Territoires palestiniens, le développement de structures institutionnelles pour l'Autorité palestinienne. Ce discours redonne une centralité au processus de paix israélo-palestinien pour résoudre les conflits dans la région, centralité qui avait été abandonnée au profit d'une politique étrangère irako-centrée (Samaan, 2009).

La rupture Obama ?

Ces visites diplomatiques ainsi que le discours du Caire montrent la volonté d'Obama de refermer la « parenthèse de l'ère Bush Junior et d'opérer un retour à une forme de réalisme » (Rougé, 2017). Barack Obama entame une « phase de réorientation » de la politique et de la rhétorique américaine concernant le Moyen-Orient (Droz-Vincent, 2011, p. 495). Cependant, peut-on parler d'une véritable rupture Obama ? Plusieurs facteurs permettent de nuancer cette idée.

Pour Antoine Coppolani, « Obama n'est pas l'homme de la rupture. Il est celui de la continuité, y compris et surtout au Proche-Orient » (2012, p. 63). Il y a en effet une continuité entre les projets d'Obama et les dernières années de l'administration Bush qui a déjà fait rupture avec sa propre politique depuis 2007 : tentatives de s'intégrer aux négociations entre l'Iran et certains pays européens, de relancer le processus de paix israélo-palestinien lors de la conférence d'Annapolis et annonce du retrait des troupes d'Irak par Bush lui-même.

Le retrait des troupes d'Irak n'implique pas la fin d'une politique étrangère irako-centrée. Pour Jean-Loup Samaan, « le retrait en 18 mois reste avant tout une stratégie ostentatoire d'Obama, fondée sur une promesse électorale » qui prendrait plus de temps face aux réalités opérationnelles (2009, p. 50). Ce retrait ne marquerait également pas la fin de la militarisation de la politique étrangère (le poids des acteurs et des institutions militaires dans les processus de décision). En effet, serait maintenue une « présence militaire résiduelle » sous la forme de conseillers militaires et de sociétés privées. Pour Jean-Loup Samaan (2009), il s'agirait d'une sorte de maquillage pour cacher une présence militaire toujours forte. Le Pentagone aurait toujours un poids important dans les processus de décision (Droz-Vincent, 2011). De plus, ces stratégies de sortie d'Irak (exit strategies) s'expliquent par un recentrage des forces militaires en Afghanistan où une guerre dite de nécessité est relancée contre les Talibans en 2009 et est doublée d'une action civilo-militaire visant à gagner « les cœurs et les esprits », reprenant ainsi les stratégies contre-insurrectionnelles du Général Petraeus mises en place en Irak à partir de 2007 (Droz-Vincent, 2011).

Si le discours du Caire semble donner des gages en faveur des Etats arabes et en particulier de l'Etat palestinien, « l'alliance avec l'Etat hébreu reste la pierre angulaire de Washington dans la région » (Chesnot, 2011, p. 80). Avant son élection, Barack Obama avait donné un discours devant le lobby israélien American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), le 8 juin 2008. Il y assurait son soutien indéfectible à Israël, le refus de négocier avec le Hamas, la reconnaissance de Jérusalem comme capitale indivisible d'Israël et promettait une aide de 30 milliards de dollars aux Israéliens sur dix ans.

La politique étrangère des Etats-Unis annoncée par Barack Obama semble être marquée par les mêmes contradictions que celle de ses prédécesseurs (Droz-Vincent, 2011 ; Rougé, 2017) : rassurer les Etats arabes tout en assurant la protection d'Israël, réagir aux multiples crises dans la région tout en opérant un retrait du Moyen-Orient et une gestion des conflits à distance, pousser ses alliés comme l'Egypte et l'Arabie saoudite à entamer des transformations vers plus de démocratie tout en maintenant la stabilité de ces pays. Cette politique est également marquée par des incertitudes quant à sa mise en place concrète (Samaan, 2009 ; Droz-Vincent, 2011 ; Coppolani, 2012). Instaurer un dialogue avec l'Iran demande de mettre en place des négociations multilatérales et de prendre en compte tout aussi bien l'enjeu de la prolifération des armes de destruction massive que celui du soutien iranien à des groupes terroristes (Samaan, 2009). La réouverture du dossier israélo-palestinien et en particulier de la question sensible des colonies implique de considérer également les relations entre Israël et ses voisins comme le Liban et la Syrie au risque de remplacer la « diplomatie de la paresse » par une « diplomatie du verbe » ou une « diplomatie velléitaire » sans véritables réalisations sur le terrain (Coppolani, 2012, p. 64).

BIBLIOGRAPHIE :

- CHESNOT C., 2011, « Les Etats-Unis au Moyen-Orient : la rupture Obama ? », *Les Cahiers de l'Orient*, Vol. 4, n° 104, p. 75-82.
- COPPOLANI A., 2012, « Chapitre 2. La diplomatie au Proche-Orient de Bush à Obama », p. 63-92, in Olivier Richomme et al., *Le bilan Obama*, Paris : Presses de Science Po.
- DE ROUGE G., 2017, « La présidence Obama et le Moyen-Orient : quel bilan (1/2) », *Les Clés du Moyen-Orient* [en ligne], <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Entretien-avec-Guillaume-de-Rouge-La-presidence-Obama-et-le-Moyen-Orient-quel.html>.
- DROZ-VINCENT P., 2011, « Du 11 septembre aux révolutions arabes : les Etats-Unis et le Moyen-Orient », *Politique étrangère*, Vol. 3, p. 495-506.
- SAMAAN J.-L., 2009, « Une inconnue sur l'agenda : l'administration Obama face à l'équilibre des forces au Moyen-Orient », *Hérodote*, Vol. 1, n° 132, p. 47-59.